

FÊTE NATIONALE DE L'ANGOLA

Le Président Bouteflika félicite le Président Joao Manuel Gonçalves Lourenço

P. 24

ALGÉRIE-ONU

CONSEIL DE SÉCURITÉ : l'Algérie appelle à «une réforme exhaustive» qui accorde 2 sièges permanents à l'Afrique

P. 24

ALGÉRIE-FRANCE

Bilan et perspectives de la coopération économique à l'ordre du jour de la réunion du COMEFA

Les échanges algéro-français reflètent la grande qualité du dialogue politique entre les deux pays

P. 5

ÉLECTIONS LOCALES

La préservation de la stabilité, en tant que condition sine qua non de la poursuite du processus de développement socioéconomique, a constitué hier une des dominantes de la campagne pour les élections des Assemblées populaires communales et de wilaya (APC/APW) du 23 novembre, qui boucle ce week-end sa deuxième semaine. Au cours d'un meeting à Sidi Bel-Abbes, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a appelé à «préserver la sécurité et la stabilité du pays et à impliquer le citoyen dans l'œuvre d'édification». «Grâce à la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, l'Algérie jouit de la sécurité et de la stabilité, ce qui lui a permis d'impulser et de poursuivre ses programmes de développement», a-t-il souligné. Après avoir rappelé les conséquences de la décennie noire et «les complots du «printemps arabe» dont ont été victimes plusieurs pays arabes», M. Ouyahia a mis en exergue la pertinence de «la stratégie de la sécurité, adoptée par l'Etat depuis 18 ans, et qui permis de mettre en oeuvre le processus d'édification».

P. 3

14^E JOUR DE CAMPAGNE : Des chefs de parti axent sur l'impératif de stabilité



Ph: Archives

ANDI : Hausse des investissements enregistrés sur les 9 premiers mois de 2017

P. 2

ORAN : Ouverture de la 4^e Conférence sur la conservation des cétacés dans les pays du sud de la Méditerranée

P. 5

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE, M. BOUAZGUI L'A AFFIRMÉ : « Les terres agricoles non exploitées seront récupérées »

P. 5

PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS: 1^{er} congrès international demain lundi à Alger

P. 6

SANTÉ

COMBIEN D'HEURES DE SOMMEIL NOUS FAUT-IL POUR ÊTRE EN FORME ?

P. p 12-13

PROTECTION CIVILE

4688 interventions en 48h

P. 9

F T BALL

MONDIAL-2018 (QUALIFICATIONS/ 6^E ET DERNIÈRE JOURNÉE) ALGÉRIE-NIGERIA (1-1) Pas d'effet Madjer, le déclic reporté

P. 21

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Destruction de 5 abris pour terroristes à Batna et Jijel

P. 8

PARLEMENT

Présentation et débat du projet de loi de finances (PLF) 2018

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux aujourd'hui en séance plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi de finances (PLF) 2018, a indiqué jeudi l'institution parlementaire dans un communiqué. Après sa présenta-

tion, le PLF 2018 sera débattu par les membres de l'APN jusqu'à mardi 14 novembre, a précisé la source. La réponse du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, aux préoccupations des députés interviendra à l'issue des débats, a ajouté le communiqué.



COMMUNICATION

Kaouane à Béchar



Le ministre de la Communication, M. Djamel Kaouane, entamera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya de Béchar.

BOUSAËDA

Rencontre d'évaluation de la formation dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, M. Hassen Mermouri, présidera aujourd'hui à l'Institut de l'hôtellerie et du tourisme Bousaada, les travaux d'une rencontre consacrée à l'évaluation de la formation dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie.



DEMAIN AU MUSÉE NATIONAL DU MOUDJAHID

209^e rencontre d'enregistrement de témoignages

Le musée national du Moudjahid, organise demain lundi 13 novembre à partir de 14h, la 209^e rencontre pour l'enregistrement de témoignages de moudjahidine et moudjahidate sur la

guerre de Libération nationale. Les participants à cette rencontre se pencheront sur la définition des mots militant et mousabil et leur signification lors de la guerre de Libération nationale.

Horaire des prières

Dimanche 22 Safar 1439

Fajr	05:47
Dohr	12:32
Asr	15:20
Maghreb	17:45
Isha	19:08



ANR

Sahli demain à BBA

Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), le Dr Belkacem Sahli, animera un meeting demain lundi 13 novembre à partir de 14h à la salle Aïcha Heddad, Bordj Bou-Arreridj.



FI ESSAMIM

Les lois et dispositions qui régissent l'installation des caméras de surveillance en débat

L'émission radio hebdomadaire «Fi Essamim», présentée chaque dimanche par des cadres de la Sûreté nationale sur la Chaîne 1, abordera cet après-midi de 16h à 17h, «Les lois et dispositions qui régissent l'installation des caméras de surveillance».

PALAIS DE LA CULTURE

Salon de l'étudiant algérien



Après la wilaya de Béjaïa, la caravane du Salon de l'étudiant algérien fait escale depuis hier au Palais de la Culture, Moufdi-Zakaria, Alger.

Météo



	Max	Min
Alger	20°	11°
Oran	22°	12°
Annaba	18°	13°
Béjaïa	20°	13°
Tamanrasset	23°	06°

LU 13 AU 15 NOVEMBRE À LA SAFEX

Congrès international de la prévention des risques professionnels

Sous le patronage du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), organise du 13 au 15 novembre au Palais des Expositions des Pins-Maritimes, le 1^{er} Salon/congrès international de la prévention des risques professionnels.

652^E NUMÉRO DE LA REVUE EL DJEICH63^e anniversaire du déclenchement de la révolution : «La concrétisation du défi»

Le 652^e numéro de la revue mensuelle "El Djeich", éditée par le Centre national des publications militaires, a été consacrée au 63^e anniversaire du déclenchement de la révolution. On retrouve à cette occasion un message du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, dans lequel il a rappelé les réalisations économiques, sociales, politiques et diplomatiques de l'Algérie depuis l'indépendance. Le Président de la République a également appelé dans ce message à la préservation de ces acquis et "de faire un front patriotique commun, chaque fois qu'il s'agira de l'Algérie, notamment face aux multiples menaces extérieures". La revue est également revenue sur la visite du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, dans la 6^e région militaire. Lors de cette visite, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, avait inauguré l'Ecole des cadets de la nation de Tamanrasset et supervisé quelques unités opérant à nos frontières Sud. Plusieurs sujets sont à découvrir dans cette revue qui met la lumière sur les activités de l'Armée nationale populaire.



À PARTIR DE DEMAIN Perturbation de l'AEP dans plusieurs communes de Tipasa et Alger

La société Myah Tipasa, en charge de l'exploitation de la station de dessalement de FOUKA a programmé l'arrêt total de l'usine pour des travaux de maintenance préventive du lundi 13 novembre à 03h au mercredi 15 novembre à 03h, indique un communiqué de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal). Cet arrêt, engendrera une forte perturbation au niveau des communes de Sidi Rachid, et de Tipasa (Partie haute) et une suspension totale de l'alimentation en eau potable qui touchera les communes de Kolea, Fouka, Douaouda, Chaïba, Bousmail et Khemisti dans la Wilaya de Tipasa. D'autres perturbations pourront être ressenties, au niveau des communes situées sur la chaîne côtière d'Alger, à savoir : Mahelma, Zéralda, Staouéli et Ain Benian. SEAAL rassure ses clients des communes impactées que la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement durant la journée du mercredi. Seaal met en place un dispositif de citernage, afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers pour réduire les désagréments. L'entreprise prie ses clients de l'excuser des désagréments causés par cette perturbation, indépendante de sa volonté. SEAAL met à la disposition de ses clients, pour toute information, le numéro de son Centre d'Accueil Téléphonique Opérationnel le 1594, Fonctionnel 24h/24, 07/7.

SÛRETÉ NATIONALE Opérations de police à Alger et Oran



Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les forces de police de la Sûreté de wilaya d'Alger, ont mené récemment des opérations de recherches dans les différents quartiers de la capitale, qui se sont soldées par l'interpellation de (115) individus suspects pour divers délits dont la détention et trafic de drogue et port d'armes prohibées, et la récupération (200) comprimés psychotropes, et une importante quantité de cannabis traité et d'armes blanches. Par ailleurs, agissant sur information, les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya d'Oran, ont exécuté trois mandats de perquisition aux domiciles des individus suspects impliqués dans des affaires liées au trafic de drogue, qui se sont soldées par l'interpellation des mis en cause, et la récupération de (32) comprimés psychotropes, plaquettes de cannabis traité, une quantité de poudre blanchâtre (héroïne).

14^E JOUR DE CAMPAGNE:

Des chefs de parti axent sur l'impératif de stabilité

La préservation de la stabilité, en tant que condition sine qua non de la poursuite du processus de développement socioéconomique, a constitué hier une des dominantes de la campagne pour les élections des Assemblées populaires communales et de wilaya (APC/APW) du 23 novembre, qui boucle ce week-end sa deuxième semaine.

Au cours d'un meeting à Sidi Bel-Abbes, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a appelé à «préserver la sécurité et la stabilité du pays et à impliquer le citoyen dans l'œuvre d'édification».

«Grâce à la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, l'Algérie jouit de la sécurité et de la stabilité, ce qui lui a permis d'impulser et de poursuivre ses programmes de développement», a-t-il souligné.

Après avoir rappelé les conséquences de la décennie noire et «les complots du «printemps arabe» dont ont été victimes plusieurs pays arabes», M. Ouyahia a mis en exergue la pertinence de «la stratégie de la sécurité, adoptée par l'Etat depuis 18 ans, et qui a permis de mettre en œuvre le processus d'édification».

Il a insisté, par ailleurs, sur le rôle du citoyen dans la gestion des affaires de la commune, relevant que «le succès des réformes relatives à cette institution de base est conditionné par l'implication du citoyen qui doit



exercer pleinement sa citoyenneté et s'intéresser de près aux affaires de sa commune».

Le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, a insisté, lui aussi, lors d'un meeting à Mascara, sur la préservation de la sécurité et la stabilité de l'Algérie, nonobstant les divergences opposant les forces politiques en présence.

«Quelles que soient les divergences entre les acteurs de la classe politique, celles-ci ne doivent pas porter préjudice à l'unité, la sécurité et la stabilité politique et économique de l'Algérie», a-t-il affirmé, appelant à «s'éloigner de la violence sous toutes ses formes en tant que moyen pour réaliser des objectifs politiques, économiques, sociaux et autres» et à «adopter le dialogue et la démocratie comme unique moyen d'action politique».

Il a appelé, d'autre part, à opérer une «distinction claire» entre les prérogatives de l'administration et celles des élus locaux

afin de permettre à ces derniers de mieux prendre en charge les préoccupations des citoyens.

Le président du parti En-nour Al Djazairi, Badreddine Belbaz, a, également, insisté sur «la sauvegarde du pays contre les dangers qui le guettent», soulignant que «la stabilité et la souveraineté de l'Algérie sont une ligne rouge que personne n'a le droit de franchir».

Il a considéré, d'autre part, qu'une participation massive des citoyens aux élections locales contribuera à l'élargissement des prérogatives des élus locaux.

Le président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), Mohamed Saïd, a, quant à lui, appelé, depuis El Tarf, à «un vote responsable plaçant l'intérêt du pays avant tout». «Les citoyens doivent faire un choix judicieux pour choisir le candidat le mieux placé pour gérer les futures Assemblées élues», a-t-il préconisé.

Vendredi soir, le président du Mouvement de la société de la paix (MSP), Abdelmajid

Menasra, a considéré à Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen, que la révision des codes de la wilaya et de la commune confortera la stabilité du pays.

Le chef du MSP a mis l'accent sur l'importance de cette révision qui portera sur l'élargissement des attributions des assemblées élues, estimant que «l'année 2018 assurera un véritable lancement du développement local, une fois les prérogatives des APC et APW renforcées».

Le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, représentant l'alliance Ennahda-Adala-Bina, a considéré à Biskra que le changement en Algérie débute de la commune et de la wilaya.

M. Douibi a soutenu que l'élection des prochaines Assemblées communales et de wilaya «changera la situation et la configuration de l'Algérie pour redonner de la crédibilité aux institutions de l'Etat, investies de la confiance populaire».

Le président de Tajamoue Amel Al Djazair (TAJ), Amar Ghoul a indiqué, durant un meeting à Ain Témouchent, que sa formation politique prônait «la fidélité, l'espoir et l'édification comme trois piliers de son action politique au service du pays», tout en réaffirmant «la fidélité de TAJ aux symboles de l'Etat, à leur tête, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika».

Le secrétaire général du Parti du nouveau algérien (PRA), Kamel Bensalem, a affirmé à Chechar (wilaya de Khenchela) que la crise que vit l'Algérie est une «crise de confiance et de gestion», et que les prochaines élections locales offriront «l'opportunité du changement» et de choix des personnes les plus qualifiées pour gérer les affaires locales.

La décentralisation de la gestion locale et la préservation de la stabilité du pays mises en relief par les candidats

Le treizième jour de la campagne électorale pour les locales du 23 novembre prochain a été marqué vendredi par les appels des candidats à la décentralisation de l'administration locale qui doit jouer un rôle plus actif dans le développement socio-économique, et à la nécessité d'œuvrer à la consolidation de la stabilité du pays.

Ainsi, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a relevé à Chlef, que la sécurité et la stabilité étaient des facteurs ayant favorisé l'édification du pays et la rance du développement local.

Il a rappelé, à cet égard, «la sécurité et la stabilité rétablies après la tragédie nationale ont permis de faire sortir l'Algérie de la crise et contribué à l'édification du pays», mettant en évidence, entre autres, les importantes réalisations accomplies en matière de logements et les projets de développement lancés dans le cadre du programme du président de la République.

Lors d'un meeting animé, plus tôt, à Tiaret, M. Ouyahia, a plaidé, également, pour la décentralisation de la gestion à même d'assurer le développement et résoudre les problèmes du pays.

Pour le SG du RND, la décentralisation «est le remède aux maux de l'Algérie», soulignant qu'«il est devenu primordial aujourd'hui de l'imposer pour régler les différents problèmes liés à la gestion et au blocage du développement».

Il a ajouté, par la même occasion, que son parti propose également une réforme des communes à travers l'octroi de larges pré-

rogatives et responsabilités aux maires pour qu'ils puissent gérer leurs communes et mettre en œuvre leur programme.

De même pour le président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), Mohamed Saïd, qui s'est exprimé en faveur d'un élargissement des prérogatives des élus locaux, considérant que les erreurs commises par le passé par certains élus locaux «ne doivent pas constituer un alibi permanent pour la limitation des prérogatives des élus des Assemblées locales».

Il a soutenu que les prochaines échéances offrent une «véritable opportunité pour le changement», en invitant les jeunes, notamment, à participer à la gestion de ces Assemblées», appelant à aller en masse aux urnes le jour du vote.

Pour sa part, le président du mouvement El Islah, Filali Ghouni, a souligné à Sétif que la réconciliation nationale représente ce que «l'Algérie a réalisé de mieux après le référendum pour l'indépendance», appelant à «sa finalisation jusqu'à ce qu'elle atteigne son apogée».

Le secrétaire général du parti du Front de libération national (FLN), Djamel Ould-Abbas, a appelé à Batna, à la préservation de l'unité nationale, faisant part de l'engagement de son parti à œuvrer à léguer le flambeau «progressivement» à la jeunesse pour prendre le relai.

Le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid a plaidé, dans le même contexte, à Oum El Bouaghi, en faveur d'une analyse de la situation du pays pour trouver les remèdes adéquats aux problèmes posés.

Abordant les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes, qui ont «perdu confiance», il a jugé nécessaire de «connaître les raisons de cette perte de confiance» en instaurant un dialogue pour trouver les solutions idoines.

Dans le même sillage, le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, s'est également prononcé, à partir de Sétif, pour l'élargissement des prérogatives des élus locaux, en appelant aussi à apporter des amendements aux codes de la commune et de la wilaya, et à la décentralisation de la gestion au niveau local.

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabes, s'est penché, quant à lui, à Bejaia, sur la conjoncture économique du pays, considérant que la crise qui l'enserme «n'est pas d'ordre financier, mais tient beaucoup plus au facteur humain et au manque de compétences».

«La crise n'est pas financière. C'est, d'abord, une crise d'hommes», a-t-il martelé, en relevant «l'absence de compétence au sein des sphères de décision, ayant mis à mal le pays».

Il a également déploré un «manque de vision et de profondeur» dans les décisions prises et les «insuffisances en terme d'anticipation sur le cours des événements». Pour M. Belabes, «les solutions existent» et la clé de la réussite tiendrait dans «la gestion solidaire, transparente et efficace des affaires publiques».

«Ce qui, selon lui, n'a de chance de se concrétiser que par l'instauration d'une vraie démocratie».

Ould Abbès : Le FLN promet de booster le développement local à Tizi-Ouzou

Le SG du RND appelle à la préservation de la stabilité du pays

Le président du parti «Ennour» appelle à une participation massive le 23 novembre

M.Dhouibi : «Les prochaines locales, une "opportunité" pour "changer les personnes" et "les politiques" »

Le mouvement El Islah s'engage à promouvoir le développement local

P PLJ : Mohamed Saïd appelle à un vote «responsable» et préserver la sécurité et la stabilité du pays quelles que soient les divergences partisans (Benyounès)

M. Belmahdi appelle à "combattre la fraude et imposer la légitimité par les élections"

Locales 2017: le système éducatif algérien ne contribue pas pleinement à l'apprentissage des droits et devoirs (Touati)

Locales 2017: Les prochaines élections sont un rendez-vous "crucial" pour l'avenir de l'Algérie (Benbaïbeche)

JEUNES CANDIDATS À CHLEF : Entre ambition politique et aspiration citoyenne

Les listes de candidatures pour les élections communales et de wilaya du 23 novembre prochain à Chlef se sont singularisées, à la faveur de cette échéance, par l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes, aspirant à constituer une «alternative» sur la scène politique, en participant au développement local.

Pourtant du principe que la collectivité locale est à la base de l'édification des institutions de l'Etat et de la consécration du processus démocratique, notamment suite au nouveau rôle qui lui a été dévolu au titre des réformes politiques entamées depuis 2011, les jeunes ont investi en force les locales 2017, dans une démarche, de leur part, visant le changement pacifique et démocratique, estime le professeur en sciences politiques à l'université Hassiba-ben-bouali de Chlef, Ahmed Serir.

Pour ce professeur universitaire, l'ordonnance 12/01 du code électoral, fixant à 23 ans l'âge minimum des candidats aux Assemblées communales et de wilaya a encouragé des jeunes à participer à ces élections locales, constituant un indice positif de la consécration de la démocratie participative et de la solidarité sociale.

Jeunes candidats, entre ambition politique et esprit de responsabilité

Interrogé par l'APS sur les raisons motivant sa candidature pour les prochaines locales, Mohamed Daikhi (30 ans), candidat sur la liste MSP (Mouvement de la société pour la paix) pour l'APC de Ténès, a assuré que sa décision a été dictée par «la volonté de son parti d'offrir l'opportunité aux jeunes de participer au changement».

Il a soutenu que la jeunesse est fortement représentée sur les listes du MSP, dans une démarche reflétant, selon lui, l'aspiration des jeunes à occuper des postes de responsabilité et à jouer le rôle qui leur est dévolu au plan politique.

Une vision partagée par Samir Tamelouat (30 ans), un candidat du Front El Moustaqbal, brigant un siège à l'APC de Zeboudja.

Il a justifié sa candidature par son souhait de participer à la prise de décision politique et à la gestion communale, et à se mettre au service du développement de sa collectivité.

La présence remarquée des jeunes sur les listes en lice pour ces locales de 2017 comparativement à celles de 2012 est la preuve d'un mûrissement politique, a encore observé ce jeune candidat, appelant à faire confiance à ces jeunes, parfaitement conscients, a-t-il dit, de la lourdeur de la charge qui les attend, en représentant les citoyens.

Soutien à la démocratie participative

De nombreux citoyens ont exprimé leur soutien pour la candidature de jeunes cadres à ces élections communales et de wilaya, en y voyant une preuve de «prise de conscience» chez cette frange de la société, comme exprimé par Hocine, qui estime, également, que c'est là «le reflet d'une volonté pour le changement politique», dont il est attendu la consécration du développement local et l'activation du rôle des Assemblées locales.

Sa concitoyenne Fatima y voit, pour sa part, une nouvelle mutation politique en matière de citoyenneté de la part de jeunes aspirant à changer de rôle, en devenant «élus après avoir été électeurs», et ce dans un objectif d'être partie prenante dans la gestion des affaires locales.

La jeune femme n'a pas manqué, à ce titre, de souligner le rôle des nouvelles technologies de l'information dans l'émergence de cette volonté, chez les jeunes, d'exprimer leur vision des choses, avant de vouloir les mettre en œuvre, en postulant aux sièges APC/APW.

En somme, une majorité des citoyens du centre ville de Chlef, interrogés par l'APS, à ce sujet, ont dit avoir «confiance» en ces jeunes candidats, d'autant qu'une majorité d'entre eux sont des cadres qualifiés, se sont-ils félicités, exprimant néanmoins leur souhait de les voir «ouvrir pour le développement local auquel ils aspirent, sans omettre de faire participer le citoyen dans la prise des décisions concernant les affaires de sa collectivité, notamment».

Le corps électoral à Chlef est estimé à 710.681 électeurs, dont 17.184 nouveaux inscrits, appelés à choisir leurs représentants parmi 285 listes de candidats pour les APC et 15 autres pour l'APW.

LOCALES 2017:

L'opération électorale et ses contraintes dans les zones enclavées d'Illizi

L'opération électorale bute, dans plusieurs régions et zones enclavées de l'immense territoire de la wilaya d'Illizi, sur des contraintes liées notamment à l'éloignement et la vocation pastorale de ces régions, où une bonne partie des habitants active dans l'élevage camelin.

Les populations nomades disséminées à travers la wilaya, en fréquente transhumance, sillonnant les étendues enclavées à la recherche d'aires de pacages et de pâturages, se retrouvent souvent privées de leur droit civique, en faisant défection aux rendez-vous électoraux et scrutin et ne se prononçant pas sur leurs représentants aux assemblées élues.

Intensifier les actions de sensibilisation pour relever le taux de participation

De nombreux candidats aux prochaines locales du 23 novembre animent, au titre de leur campagne, des actions de sensibilisation en direction des populations nomades des régions reculées en vue de contribuer à inciter les électeurs à une forte participation dans de pareilles consultations populaires.

Approché par l'APS, le candidat Abdou Ali Brahim a révélé que «sa formation politique œuvre, au travers des rencontres et actions de proximité menées au titre de la campagne au niveau des bourgades et localités enclavées, à convaincre les électeurs nomades de se rendre aux bureaux itinérants, où le vote est avancé réglementairement de 72 et 48 heures, pour choisir leurs futurs représentants et se consacrer ensuite à leurs tâches d'élevage.

Le candidat Khouildi Hocine axe lui aussi sa campagne sur une large sensibilisation menée au niveau des régions éloignées, pour expliquer le processus des élections, en tant que droit et devoir, et appeler à une participation massive pour mettre en échec les partisans du boycott.

M. Mohamed Bellal, un habitant de la



localité reculée d'Afra, a, de son côté, convié les électeurs à se rendre le jour «J» aux urnes et élire leurs favoris, ajoutant avec assurance que «certaines contraintes entravant l'opération électorale ne nous découragent pas, quelles que soient les circonstances, à nous acquitter de notre devoir national».

Les difficiles reliefs influent négativement sur l'encadrement de l'opération électorale

Les populations nomades, en fréquents déplacements à travers les étendues sahariennes, aux spécificités géographiques et aux reliefs montagneux accidentés, ont ainsi souvent raté leur droit de s'exprimer sur leurs futurs représentants, en raison de leur instabilité d'une part, et de la difficulté pour les encadreurs des opérations électorales d'aller à leur rencontre, souvent dans des endroits et sites méconnus et difficilement accessibles.

Devant cette situation, les encadreurs éprouvent d'énormes difficultés à atteindre ces électeurs, contraints parfois à marcher à pied, avec leurs urnes et matériel électoral, sur plus de 10 km à la rencontre des électeurs, là où le relief ne permet pas l'accès des véhicules, a témoigné à l'APS le directeur de directeur de la réglementation et des affaires générales (DRAG) de la wilaya d'Illizi, Lezhari Bensaâd.

Selon le même responsable, la quête permanente de pâturages est le souci premier des nomades dont l'élevage est la principale source de revenus, s'enlisant pour cela dans les confins du désert de

cette région du grand Sud sans se soucier de leur droit et devoir civiques.

Ce qui entrave, par conséquent, les encadreurs contraints de rechercher leur emplacement sous de rudes conditions climatiques pour les atteindre et accomplir leur mission dans des conditions normales.

En plus de contribuer à la réduction du taux de participation. Selon le même responsable, l'étendue de la wilaya est un autre

facteur influant sur le processus électoral, dont la plupart des zones reculées se trouvent à des centaines de kilomètres des sièges des communes, à l'instar de la région d'Afra distante de 220 km d'Illizi, et le hameau de Tihaouhaout sis à 280 km de Bordj Omar Driss (Nord de la wilaya d'Illizi).

Mobilisation des moyens nécessaires pour la réussite du scrutin dans ces régions

Les services de la wilaya d'Illizi s'emploient, en dépit de ces contraintes entravant l'opération électorale dans ces régions, à réunir toutes les conditions et les moyens humains et matériels pour permettre aux électeurs de ces régions éloignées de s'acquitter de leur devoir électoral.

Pour ce faire, il est fait état de la mobilisation, face à l'étendue de la région, de caravanes dotées d'une flotte de près de 110 véhicules tout terrain (4x4), soit 11 véhicules pour chaque bureau de vote, sachant que la wilaya compte 10 bureaux itinérants, dont cinq (5) au chef lieu de wilaya et le reste affecté dans les autres communes, accompagnés d'un encadrement fort de 70 personnes, soit sept (7) encadreurs pour chaque bureau.

Ces caravanes seront également équipées en moyens modernes de communications, leur permettant un contact direct avec les parties centrales, ravitaillées en denrées alimentaires nécessaires, et accompagnées également d'une équipe médicale au service aussi bien des encadreurs que des électeurs.

EL-OUED

Le foncier agricole et la commercialisation des récoltes, en tête des préoccupations des électeurs

Le foncier agricole et la commercialisation des récoltes sont en tête des préoccupations soulevées par les électeurs de la wilaya d'El-Oued, notamment les fellahs qui espèrent voir les futurs élus tenir leurs engagements formulés lors de la campagne pour les élections locales du 23 novembre prochain.

De nombreux citoyens, agriculteurs des régions de Souf et Oued-Righ notamment, approchés en marge de rencontres et actions de proximité à travers des communes de la wilaya, dans le cadre de la campagne des partis en lice pour la prochaine échéance électorale, espèrent la satisfaction de leurs préoccupations actuelles axées notamment sur la promotion des activités agricoles.

Ces attentes que cherchent les électeurs à être prises en charge par les futurs élus, portent notamment sur l'octroi du foncier agricole, la régularisation des dossiers afférents en suspens, l'accélération des procédures d'établissement des titres de concession, l'assainissement du foncier et l'octroi des titres de levée de la condition de réhabilitation.

Certains ont, à ce titre, estimé «nécessaire» la prise en main de leurs préoccupations, en vue de faciliter aux agriculteurs l'accès aux prêts et soutiens agricoles, et de booster l'activité agricole dans cette région à vocation agricole par excellence.

D'autres ont soulevé la question qui les a tant harassés et qui «entrave l'essor»

de l'agriculture dans cette région, première productrice de certains produits en couvrant 40% des besoins du marché national, à savoir celle liée à la commercialisation des récoltes, à travers la recherche de marchés nationaux et internationaux fixes pour accueillir la production agricole croissante, surtout avec la promotion de l'investissement agricole.

Solutionner ces problèmes «garantira» la promotion de l'investissement agricole

Ces électeurs, des agriculteurs pour plusieurs d'entre eux, ont émis le vœu de voir les candidats, futurs élus aux assemblées locales, manifester un véritable intérêt pour la prise en charge de leurs attentes et contribuer à concrétiser ces espoirs de développement de l'agriculture, alternative aux hydrocarbures, notamment en cette conjoncture de mutations économiques internationales, et pour également être aussi au diapason des orientations de l'Etat en matière d'investissement.

Trouver des solutions et des mécanismes efficaces aux problèmes rencontrés par les agriculteurs constitue un «réel» indice d'encouragement de l'investissement agricole et d'augmentation de la production agricole, ont estimé plusieurs spécialistes.

Le président de la Chambre d'agriculture d'El-Oued, Bikar Ghemmam Hamed, a indiqué que la régularisation des dossiers

du foncier agricole en suspens, la création de nouvelles assiettes foncières agricoles et la mise en place de mécanismes de commercialisation des produits agricoles, constituaient l'essentiel des problèmes des agriculteurs soulevés aux candidats des partis en lice pour les prochaines élections.

Le même responsable a aussi mis en avant la nécessaire création de structures de stockage des excédents de la production agricole, un état de fait devant, a-t-il dit, «rassurer davantage les agriculteurs pour accroître la production dans le cadre du programme arrêté pour la couverture des besoins du marché national en fruits et légumes».

Ali H., un agriculteur quadragénaire, a mis l'accent sur la nécessaire régularisation du dossier du foncier agricole en suspens, car une anarchie dans le portefeuille foncier règne, ce qui a freiné l'effort d'investissement de l'agriculteur, en plus de susciter chez ce dernier des appréhensions de se voir un jour privé de sa terre exploitée.

De son côté, El-Ayach B., un agriculteur de 45 ans, a évoqué la question de la création d'espaces de commercialisation des produits agricoles abondants qui, a-t-il dit, incitera l'investisseur à promouvoir ses activités en termes de diversification des cultures et d'extension des surfaces cultivées.

ALGÉRIE - FRANCE : Bilan et perspectives de la coopération économique à l'ordre du jour de la réunion du COMEFA

La tenue de la quatrième session du Comité économique mixte algéro-français (COMEFA), hier à Alger, fut l'occasion d'établir le bilan de la coopération entre les deux pays et d'en examiner les perspectives, notamment dans le domaine économique où plusieurs accords de partenariat devraient être signés à l'issue de cette rencontre.

Cette session du COMEFA se tient sous la co-présidence du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, avec la participation du ministre de l'Industrie et des mines, Youcef Yousfi, et du ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire.

Ce qui offrira l'opportunité aux deux parties de faire une évaluation exhaustive de l'état de la coopération économique et d'examiner les perspectives de renforcement des partenariats en cours et de lancement d'autres par les opérateurs économiques des deux pays.

Dans ce sens, trois accords économiques devraient être signés lors de cette session, apprend-on auprès d'une source diplomatique.

Il s'agit d'un accord dans le domaine industriel des véhicules portant sur la création d'une société mixte entre le constructeur français Peugeot et des entreprises publiques et privées algériennes pour l'installation en Algérie d'une usine de fabrication et de montage de véhicules de cette marque française.

Un autre accord dans le domaine de l'industrie devrait également être signé portant sur un projet dans le domaine de l'électricité, et ce, en partenariat avec le Groupe français Schneider Electric, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation des produits de gestion d'électricité et automatisations.

Dans le domaine agricole, il est prévu, selon la même source, la signature d'un accord pour la création d'un consortium chargé de l'exportation et de la commercialisation des produits agricoles algériens (légumes et fruits) vers l'Union européenne.

Par la même occasion, M. Messahel aura un entretien avec son homologue français durant lequel seront aussi évoqués, sur le plan bilatéral, les questions mémorielles, celles des archives et des victimes algériennes des essais nucléaires français effectués à Reggane (W. d'Adrar, sud) durant la période coloniale, indique-t-on de source diplomatique.

3e session du dialogue bilatéral sur les questions politique et sécuritaire

Par ailleurs, dans le cadre des consultations bilatérales régulières entre l'Al-



gérie et la France, MM. Messahel et Le Drian co-présideront la troisième session du dialogue bilatéral sur les questions politiques et sécuritaires.

Les deux ministres passeront en revue les différentes questions inhérentes aussi bien au volet bilatéral que celles ayant trait à la situation régionale, particulièrement sur le plan sécuritaire, et international.

A cet effet, ils examineront en particulier la situation en Libye, au Mali et dans le Sahel. Ils procéderont, également, à un échange de vues sur les expériences dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et ses connexions, l'extrémisme violent et la déradicalisation.

Au cours de son séjour, la délégation française rencontrera de hauts responsables algériens ainsi que des membres du gouvernement.

Pour rappel, la 3e session du COMEFA, tenue en octobre 2015 à Paris, avait été couronnée par la signature de 9 accords de partenariat dans divers domaines, notamment, des transports, de l'agriculture et de la propriété intellectuelle, et d'un autre accord sur la mobilité des jeunes diplômés algériens et français.

Ce dernier, qui est un accord intergouvernemental, permet aux diplômés algériens d'accéder en France à des postes de travail avec également la possibilité aux cadres français de travailler en Algérie.

Les autres accords concernaient les transports pour la création d'un bureau d'études entre la Société nationale du

transport ferroviaire (SNTF) et le groupe EGIS, spécialiste en conseil et ingénierie dans le domaine des transports.

Un autre accord avait été signé entre la SNTF et la Société française des chemins de fer (SNCF) pour la rénovation du mobilier urbain des gares.

L'entreprise algérienne Asmidal et le groupe Roullier avaient également signé un accord pour la production des engrais.

Par ailleurs, les deux chefs d'entreprise de Lafarge et du Groupe industriel du ciment d'Algérie (GICA) avaient signé un accord pour augmenter la production de la cimenterie de Rais Hamidou (Alger).

Un autre accord concernait la propriété industrielle, signé par l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) et l'Institut français de la propriété industrielle (INPI), alors que le dernier portait sur la production de vannes industrielles pour le secteur de l'énergie.

L'Algérie et la France avaient signé en décembre 2012 la Déclaration d'Alger pour dynamiser les relations entre les deux pays. A cet effet, un Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), réunissant les deux gouvernements et co-présidé par les Premiers ministres des deux pays, a été mis en place, sachant que les décisions prises dans ce cadre sont suivies par le COMEFA.

Créé en mai 2013, ce Comité est un mécanisme de renforcement et de diversification des relations économiques, industrielles et commerciales entre l'Algérie et la France.

PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS : 1er congrès international demain à Alger

La première édition d'un Congrès international portant sur la prévention des risques professionnels se tiendra demain au Palais des expositions à Alger, à l'initiative de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), a-t-on appris auprès de cet organisme.

Organisée sous l'égide du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en partenariat avec Batimatec expo, cette rencontre intitulée «Préventexpo» regroupera quelque 1.000 participants, dont des opérateurs et prestataires économiques publics et privés, des représentants de plusieurs secteurs et des experts, est placée sous la thématique de la prévention des risques professionnels, selon les organisateurs.

Prendront également part à ce congrès des organismes et des institutions nationaux et étrangers, concernés par les domaines de la prévention, de la sécurité et de la santé au travail, avec comme objectif la promotion de la culture de prévention et l'application de la législation nationale inhérente à la sécurité et la santé au travail.

Cette rencontre de trois jours vise également à «intensifier» les échanges entre tous les acteurs actant dans le domaine de la prévention des risques professionnels et à agir pour la sécurité et la santé des travailleurs dans leurs entreprises.

«Informers les parties prenantes sur les nouvelles technologies, les normes et les bonnes pratiques dans le domaine de la prévention des risques professionnels», figure aussi parmi les objectifs de cette manifestation internationale visant, par ailleurs, à «offrir aux institutions et aux entreprises l'opportunité de présenter des solutions et innovations techniques ainsi que toute l'actualité relative à cette prévention».

Plusieurs thèmes seront abordés par des conférenciers, notamment sur «la promotion et le développement de la culture de prévention en entreprises», «la sécurité et la santé au travail, un levier de performance pour l'entreprise», «la prévention des risques professionnels: état des lieux et perspectives et les stratégies adoptées».

En marge de ce congrès qui sera marqué, notamment, par la présentation de plusieurs communications et des débats animés par des experts et autres professionnels du domaine autour de cette thématique, un salon est également prévu pour mettre en valeur les moyens et outils utilisés en matière de sécurité et de santé au travail.

La protection de l'environnement professionnel, les équipements et accessoires d'hygiène et de sécurité au travail ainsi que les services aux entreprises, sont les trois grands axes de ce salon.

SELON UNE DÉCLARATION CONJOINTE FRANÇAISE Les échanges algéro-français reflètent la grande qualité du dialogue politique entre les deux pays

Les échanges franco-algériens reflètent la grande qualité du dialogue politique entre les deux pays et leur volonté partagée d'approfondir les discussions sur les questions régionales et internationales, a indiqué hier une déclaration conjointe française.

Ces échanges reflètent la grande qualité du dialogue politique entre la France et l'Algérie et leur volonté partagée d'approfondir les discussions sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, a précisé la déclaration conjointe publiée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et celui de l'Economie et des Finances, à la veille de la tenue dimanche à Alger de la 4e session du Comité mixte économique algéro-français (Comefa) et de la 3e session du Dialogue stratégique algéro-français.

Jeudi dernier, le ministère algérien des Affaires étrangères avait indiqué que les deux parties se pencheront, essentiellement, sur l'examen de l'état du partenariat économique bilatéral et les perspectives de son élargissement et de sa densification.

Des projets prometteurs en matière de coopération industrielle et de promotion des exportations des produits algériens, notamment agricoles, devraient être finalisés à cette occasion et les questions inhérentes à la coopération

multisectorielle et à l'investissement seront également discutées lors de cette session, avait précisé le MAE algérien, annonçant la signature de plusieurs accords.

Les travaux de la 4e session du Comefa seront co-présidés par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, en présence du côté algérien, du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi et, du côté français, du ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire.

La 4e session du Comefa précède, rappelle-t-on, les travaux, prévus en décembre à Paris, du Comité intergouvernemental de haut niveau qui sera co-présidé par les Premiers ministres des deux pays, Ahmed Ouyahia et Edouard Philippe.

A titre de rappel, la 3e session du Comefa s'est tenue le 26 octobre 2015 à Paris à l'issue de laquelle huit accords ont été signés notamment dans les domaines des transports, de l'agriculture, de la propriété intellectuelle et de la mobilité des jeunes diplômés algériens et français.

Par ailleurs, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Abdelkader Messahel et Jean-Yves Le Drian, présideront cet après-midi les travaux de la 3e session du

Dialogue stratégique algéro-français, qui est un cadre de concertation informel qui permet aux deux parties de confronter leurs analyses et d'échanger les informations se rapportant aux défis et problématiques sécuritaires, notamment l'évolution de la menace terroriste.

Les représentants des institutions des deux pays en charge de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé prendront part à cette réunion, indique-t-on. Cette rencontre permettra également d'évaluer les mécanismes de concertations mis en place et d'examiner l'état de la coopération en matière sécuritaire et les moyens à même de renforcer les capacités à faire face, ensemble, aux menaces sécuritaires multiples, précise-t-on du côté algérien.

Selon des chiffres communiqués par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Algérie est l'un des premiers partenaires économiques de la France sur le continent africain, avec un volume d'échanges commerciaux annuels de 8 milliards d'euros.

La France, selon la même source, est présente avec 450 entreprises qui assurent 40.000 emplois directs et 100.000 emplois indirects.

Hausse du montant des investissements mixtes sur les 9 premiers mois de 2017

Le montant des projets d'investissements mixtes entre opérateurs nationaux et étrangers, déclarés auprès de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI), a enregistré une hausse sur les neuf premiers mois de 2017 par rapport à la même période de 2016, mais leur nombre a baissé, a appris l'APS auprès du Directeur général de cette agence, M. Abdelkrim Mansouri.

Entre janvier et fin septembre 2017, les investissements mixtes inscrits à l'ANDI se sont chiffrés à 262,83 milliards de dinars (l'équivalent de plus de 2 milliards de dollars), en hausse de 33% par rapport à la même période de 2016, correspondant à 109 projets contre 118 en 2016. Le nombre de création d'emplois prévus par ces investissements est de 13.976 postes (11% des emplois prévus par l'ensemble des investissements enregistrés à l'ANDI durant la même période), en hausse de 58% par rapport à la même période de 2016. Ces investissements concernent essentiellement le secteur de l'industrie qui représente 88,32% du montant des projets mixtes, 74% en terme de nombre de projets et 73% en terme d'emplois à générer. Ceci traduit, selon le même responsable, les effets conjugués de la politique nationale d'attractivité des investissements étrangers et de relance industrielle. Pour rappel, les pouvoirs publics en mis en place un nouveau cadre législatif à travers la nouvelle loi sur la promotion de l'investissement entrée en vigueur en août 2016. En terme d'origine géographique, les partenaires étrangers impliqués dans ces investissements mixtes déclarés proviennent de pays européens (50 projets), de pays arabes (32 projets, d'Asie (23 projets), d'Amérique (2 projets) et d'opérateurs multinationaux (2 projets). Ils représentent 31 nationalités avec la Turquie en tête des investisseurs en terme de valeur.

ANDI: Hausse des investissements enregistrés sur les 9 premiers mois de 2017

Plus de 1.450 milliards de dinars d'investissements ont été enregistrés durant les neuf (9) premiers mois de 2017 auprès de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI), a indiqué le Directeur général de cette agence, M. Abdelkrim Mansouri, dans un entretien accordé à l'APS.

Ainsi, un total de 1.455,56 milliards de dinars (mlds DA) d'investissements nationaux et étrangers ont été enregistrés entre janvier et fin septembre 2017, contre 1.214,3 mlds DA sur la même période de 2016, soit une hausse de 20%.

Ce montant correspond à l'enregistrement de 3.972 projets sur les 9 premiers mois de 2017 contre 5.054 projets sur la même période de 2016, soit une baisse de l'ordre de 21% en terme de nombre de projets.

A ce propos, M. Mansouri observe que cette hausse du montant des investissements et la baisse du nombre des projets déclarés démontre une amélioration en terme de qualité des investissements enregistrés dans la mesure où l'élan vers l'investissement en Algérie s'accroît de plus en plus vers des secteurs porteurs et à intérêt national.

Quant au nombre d'emplois prévus, ils sont de l'ordre de 129.661 postes de travail, contre 111.290 emplois sur la même période de 2016, soit une hausse de l'ordre de 17%.

Selon le même responsable, les investissements ainsi déclarés sont non seulement de meilleur qualité mais sont également en cohérence avec l'un des principaux objectifs de la loi sur la promotion de l'investissement qui encourage l'acte d'entreprendre en fonction des objectifs de développement du pays.

Ainsi, ce sont les secteurs

prioritaires, qui revêtent une importance particulière pour l'économie nationale (agriculture, industrie et tourisme essentiellement), qui attirent le plus d'investissements.

«Nous avons, certes, besoin d'investissements dans tous les secteurs. Mais nous avons particulièrement besoin des projets qui sont en cohérence avec la politique algérienne d'investissements laquelle va dans le sens de la diversification des exportations, de la réduction des importations et de la valorisation de la matière première existante en Algérie», soutient-il.

Avec l'élargissement de la liste des activités exclues des avantages octroyés par l'Etat dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement, les investisseurs nationaux et étrangers s'orientent de plus en plus vers des projets consistants en terme de valeur ajoutée et de création d'emplois, observe le même responsable.

Le Directeur général de l'ANDI cite, entre autres, l'exemple d'un projet de production textile né d'un partenariat entre une entreprise publique algérienne et des opérateurs turcs, qui va créer 25.000 emplois.

Sur ce point, il constate qu'en terme de valeur des investissements étrangers en Algérie déclarés entre janvier et septembre de l'année en cours, la Turquie se trouve à la tête du peloton.

Par secteur d'activité, les investissements industriels nationaux et mixtes déclarés ont totalisé à eux seuls près de 62% des montants des projets globaux inscrits entre janvier et septembre 2017 avec une valeur totale de de 898,2 mlds DA correspondant à 1.926 projets (48,5% de la totalité des projets) pour la création de 81.678 emplois (63%).

Plus d'une centaine de projets mixtes enregistrés sur les 9 premiers mois

Sur l'ensemble des investissements déclarés de janvier à septembre 2017, 3.863 projets sont initiés par des nationaux, soit 97% de la totalité du nombre de projets inscrits, d'un montant de près de 1.193 mlds DA susceptibles de créer 115.685 emplois.

Parmi ces projets, 550 concernent des grands projets d'un montant égal ou supérieur à 500 millions de DA/projet, pour un montant global de de 1.113,74 mlds DA, avec la création de 65.693 emplois. D'autre part, 109 projets d'investissements ont été déclarés dans le cadre de partenariats entre entités natio-

nales et des partenaires étrangers pour un montant total de près de 263 mlds DA pour 13.976 emplois.

Pour ces 109 projets mixtes, M. Mansouri signale qu'ils portent notamment sur le secteur automobile et les pièces de rechange, la sidérurgie et le ciment.

Abordant les nouveautés dans les procédures d'enregistrement des investissements, le même responsable rappelle que le gouvernement a pris des décisions incitatives tel le renforcement et l'élargissement des guichets uniques de l'ANDI, depuis 2011, dans l'ensemble des wilayas.

D'ailleurs, des guichets uniques sont en cours d'installation dans les wilayas déléguées du Sud pour permettre aux investisseurs d'y effectuer l'ensemble des opé-



rations nécessaires au lancement des investissements.

Ces guichets uniques abritent les représentations de plusieurs organismes dont le Centre national du registre de commerce (Cnrc), l'état civil, les services de l'urbanisme pour le dépôt des permis de construire, la Caisse nationale des assurés sociaux (Cnas), la Caisse des assurances sociales des non-salariés (Casnos), l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), qui s'ajoutent aux centres de gestion des avantages.

Investissements déclarés dans le secteur industriel sur les 9 premiers mois 2017

Voici la répartition par filières des projets d'investissements déclarés dans le secteur industriel sur les 9 premiers mois de l'année 2017, par nombre de projets, montant et nombre d'emplois prévus. (Source: Agence nationale de développement des investissements-ANDI)

Filière Industrielle	Nombre Emplois	Montant (milliards DA)
.Industrie agroalimentaire	554	150,6
.Chimie, Caoutchouc, plastique	472	165,5
.ISMME	335	408,3
.Industrie Bois, liège...	210	43,2
.Matériaux construction	185	84
.Industrie textile, bonneterie...	66	17,1
.Industries diverses	41	4,4
.Mines et carrières	37	19,4
.Industrie Cuirs-chaussures	23	5,3
.Eau-énergie	3	0,08
TOTAL:	1.926	898,2

Investissements mixtes en Algérie par filières sur les 9 premiers mois 2017

Voici le nombre de projets, les montants ainsi que les emplois prévus par les investissements mixtes (partenaires algériens et étrangers) déclarés durant les 9 premiers mois de 2017 par filières industrielles. (Source: Agence nationale de développement des investissements ANDI)

Filière Industrielle	Nombre Emplois	Montant (milliards DA)
. Industrie	81	232,1
. BTPH	13	2,6
. Service	11	11,3
. Tourisme	3	12,6
. Transport	1	4,1
TOTAL	109	262,8

Nette concentration des investissements dans le secteur industriel sur les 9 premiers mois

Le secteur de l'industrie a enregistré une nette concentration des investissements déclarés auprès de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI) durant les neuf premiers mois de 2017, a appris l'APS auprès du Directeur général de cette agence, M. Abdelkrim Mansouri.

Ainsi, sur les 1.456 milliards de dinars (mlds DA) d'investissements globaux enregistrés de janvier à fin septembre 2017, des projets de 898,2 mlds DA relèvent du secteur industriel, soit près de 62% du montant total des investissements déclarés.

Concernant le nombre, 1.926 projets ont été enregistrés dans les différentes branches industrielles productives, soit 48,5% des 3.972 projets (tous secteurs confondus) déclarés auprès de l'ANDI. Ces projets industriels prévoient la création de 81.678 emplois, soit 63% des emplois à créer par l'ensemble des projets inscrits.

Par branches d'activités industrielles, la prédominance est relevée dans les industries Sidérurgique, Métallique, Mécanique, Electrique et Electronique (ISMME) avec 46% du montant total des projets inscrits dans le secteur industriel, suivies de la filière Chimie-Caoutchouc-Plastique (18%), de l'Industrie Agroalimentaire (17%) et des Matériaux de construction (9%).

Le secteur industriel est suivi du tourisme pour des investissements déclarés de près de 230 mlds DA (15,8% du montant global des projets inscrits) correspondant à 278 projets (7% de la totalité) avec la création de 15.826 emplois (12,21%). Pour le secteur des services, des investissements de l'ordre de 137,4 mlds DA ont été inscrits pour 393 projets (10%) et 10.671 emplois à générer (8,2%).

ORAN : Ouverture de la 4^e Conférence sur la conservation des cétacés dans les pays du sud de la Méditerranée

La 4^e Conférence biennale sur la conservation des cétacés dans les pays du sud de la Méditerranée, a été ouverte hier à Oran, avec la participation d'une quarantaine d'experts représentant une dizaine de pays.

Organisé par le secrétariat de l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer noire, de la méditerranée et de la zone atlantique adjacente (ACCOBAMS), en partenariat avec le ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, cette 4^{ème} conférence vise à faire le point sur l'état des connaissances disponibles sur les cétacés dans le Sud de la Méditerranée, a souligné la secrétaire exécutive de l'ACCOBAMS, Florence Descroix-Commanducci, dans son discours d'ouverture.

«La Conférence est l'occasion pour les experts en cytologie du Sud de la Méditerranée de se concerter sur les meilleures approches et les actions prioritaires pour améliorer la connaissance des populations de cétacés dans cette zone où les données restent rares et fragmentaires», a indiqué, pour sa part, le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Taha Hamouche.

«La rencontre est également destinée à impliquer le milieu universitaire et à sensibiliser les futurs acteurs et décideurs aux problématiques liées au domaine marin», a-t-il fait savoir.

L'Accord en question a été ratifié par l'Algérie en



mars 2007, a rappelé Mme Rahima Berkat, directrice d'études au niveau du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche et point focal national de l'accord.

L'ACCOBAMS, ratifié par 29 pays européens, méditerranéens, asiatiques et arabes, vise à réduire les menaces qui pèsent sur les cétacés par l'amélioration des connaissances sur ces animaux à travers des mesures de conservation à mettre en œuvre par les parties contractantes.

Les principales menaces qui pèsent sur les cétacés sont le trafic maritime, qui provoque des collisions avec

les mammifères marins, les activités d'extraction pétrolières, génératrices de bruits qui perturbent la communication entre ces mammifères, la pêche accidentelle, l'échouage, les filets fantômes et les activités touristiques.

«L'ACCOBAMS œuvre depuis 2006 à atténuer les menaces sur les cétacés, avec diverses actions de formation et d'observateurs notamment», a noté Mme Descroix-Commanducci, précisant qu'un atelier de formation d'observateurs de mammifères marins (MMO)/opérateurs de surveillance acoustique passive, est prévu au cours de cette 4^{ème}

conférence. Une quarantaine d'experts et de scientifique d'une dizaine de nationalité (Algérie, Egypte, Tunisie, Maroc, Libye, Syrie, Liban, France, Espagne, Italie), dont 25 de la rive sud de la méditerranée participent à cette conférence.

Plusieurs thèmes seront abordés lors de cette édition.

Ils porteront notamment sur la collaboration entre les parties contractantes, les interactions avec les activités de pêche, la surveillance nationale et les plans d'actions nationaux, les échouages de cétacés, la protection des habitats ainsi que les inspections sismiques, précisent les organisateurs.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE, M. BOUAZGUI : «Les terres agricoles non exploitées seront récupérées»

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui a insisté, vendredi à Oran, sur la nécessité de récupérer les terres agricoles non exploitées pour les attribuer à des investisseurs sérieux et augmenter et diversifier la production.

Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Oran, le ministre a rappelé que l'Etat a accordé de nombreuses facilités dont l'attribution de terres agricoles, l'octroi de crédits pour développer et diversifier l'agriculture.

«Malheureusement, certains investisseurs n'ont pas exploité ces terres», s'est-il désolé, prévenant que «toutes les terres non exploitées seront récupérées pour être attribuées à d'autres investisseurs sérieux».

«Des commissions ont été instituées au niveau des wilayas et des daïras pour recenser et assainir le foncier agricole dans le souci de donner une nouvelle impulsion au développement du secteur», a ajouté le ministre.

Concernant le projet d'irrigation de 2 millions hectares, Abdelkader Bouazgui a indiqué que des rencontres régionales doivent regrouper les directeurs de l'agriculture, ceux des ressources en eau et autres parties concernées. La première rencontre s'est tenue

jeudi à Mila et sera suivie de celles de Sidi Bel-Abbès et de Ghardaïa.

«Nous visons l'irrigation de 2 millions d'hectares dans le cadre d'un programme du président Abdelaziz Bouteflika et du programme du gouvernement», a précisé le ministre, signalant que la surface irriguée actuellement est de 1.300.000 hectares à travers le territoire national et assure une production de l'ordre de 3.000 milliards DA.

Le ministre, accompagné du directeur de l'organisation arabe pour le développement agricole, Ibrahim Dakhiri, a visité une exploitation agricole à Oued Tlélat, spécialisée dans l'oléiculture et l'arboriculture.

Les données fournies sur place indiquent que la wilaya d'Oran compte 4.300 exploitations agricoles indivi-



duelles et collectives alors que la surface agricole utile (SAU) est de 88.000 ha dont 5.400 réservés à la céréaliculture et 12.400 ha destinés à l'arboriculture.

Dans la même localité, le ministre a visité une exploitation lancée dans le cadre du partenariat public-privé dont le capital dépasse le 1,3 milliard DA.

A Tafraoûi, il a visité un complexe spécialisé dans la production de fourrages et d'œufs, produisant annuellement quelque 21 millions d'œufs et 511.000 tonnes de fourrages ainsi que 21 millions de poussins.

SELON DES RESPONSABLES L'Algérie se lance dans la production d'aliments de poissons

L'aquaculture marine algérienne dépend entièrement des importations en matière d'équipements, d'alevins et de nourritures pour poissons, néanmoins des projets de production d'aliments de poisson commencent à se mettre en place pour autonomiser cette activité, ont annoncé des responsables.

Le problème ne se pose pas pour ce qui concerne la pisciculture d'eau douce, les poissons étant nourris par des aliments à base végétale, dont la fabrication est maîtrisée par des opérateurs nationaux.

C'est l'alimentation des poissons d'élevage marin, des carnassiers (des poissons qui se nourrissent de poissons) pour la majorité, qui pose problème, a-t-on expliqué.

Les prémisses d'une industrie spécialisée dans la fabrication des aliments des carnassiers d'élevage commencent à se dessiner avec notamment le projet que compte lancer l'ONAB.

L'entreprise nationale publique «ONAB Nutri trade», spécialisée dans la production de l'aliment de bétail, compte se lancer dans celle destinée aux poissons, avec une usine qu'elle implantera à Oued Tlélat à Oran, a indiqué à l'APS son PDG, Bedouhene Adlane, en marge du 7^{ème} Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2017), qui se tient au Centre des conventions d'Oran.

L'usine dont la réalisation sera lancée prochainement devra entrer en production «vers la fin du premier semestre de l'année 2018», a affirmé M. Bedouhane, ajoutant que «la capacité de production n'a pas encore été définie et qu'elle devra suivre la demande». L'ambassadeur coréen Park sang Jin, qui s'est prononcé à l'occasion de l'ouverture de la conférence Algérie-Corée du Sud 2017, tenue en marge du même salon, a, pour sa part, annoncé l'engagement de son pays à la mise en place d'une usine spécialisée dans la production des aliments de poissons à Ouargla.

Deux projets sont définis dans ce nouveau créneau, qui ne peut réellement démarrer qu'après la multiplication des projets de l'aquaculture, qui assureront la commercialisation de ces produits, a souligné le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Taha Hamouche.

Le secteur de l'élevage aquacole compte 40 projets, 24 dans l'aquaculture marine et 16 dans la pisciculture d'eau douce tandis que 250 autres dossiers de projets aquacoles sont en étude au niveau du ministère. Mettant en exergue l'évolution rapide de ce secteur, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé lors de l'ouverture du SIPA 2017, que la production de la pêche et de l'aquaculture devra doubler à moyen terme. Les investissements dans le domaine de l'aquaculture bénéficient d'un ensemble de facilitations et mesures incitatives pour attirer les investisseurs, a expliqué M. Hamouche, soulignant toutefois que l'autonomisation de l'activité de production des aliments des poissons carnassiers se fera progressivement.

Dans un premier temps, les producteurs importeront les composantes de base des aliments, notamment les farines de poisson qu'elles utiliseront pour la fabrication des aliments selon des formules définies.

La fabrication locale de la farine de poissons, qui peut se faire à bases de restes de poissons issus de la transformation des produits halieutiques, est une autre étape, qui devra drainer d'autres investisseurs, a-t-on encore souligné.

TLEMCEEN : Attribution de 8.500 logements sociaux d'ici janvier 2018

Pas moins de 8.500 logements sociaux seront attribués d'ici à janvier 2018 à travers la wilaya de Tlemcen, a annoncé jeudi le wali en marge d'une visite de travail et d'inspection au quartier populaire de Koudia, situé dans la périphérie de la ville chef-lieu de wilaya. Répondant aux doléances des habitants de cette cité, Ali Benyaïche a fait savoir que 8.500 habitations sociales seront attribuées dans la wilaya d'ici le mois de janvier prochain, soulignant que les programmes AADL et promotionnel ne sont pas inclus dans ces chiffres.

Par ailleurs, plus de 4.500 autres logements sociaux achevés seront distribués entre les mois de février et mai 2018, une fois les travaux de VRD et d'aménagement extérieur achevés, a-t-il ajouté, expliquant que l'absence d'une enveloppe financière pour cette opération a retardé son exécution.

Abritant pas moins de 17.000 habitants, selon les chiffres officiels annoncés par le responsable de l'exécutif, le quartier populaire de Koudia bénéficiera, prochainement, d'une polyclinique, dont le projet d'un montant de 220 millions de dinars a été dégelé.

Le wali a instruit le directeur de la santé pour entamer les procédures relatives à l'ordre de service et l'installation de l'entreprise de réalisation. Une enveloppe de quatre millions de dinars sera consacrée à l'équipement de cette structure de santé, selon le DPAT.

En attendant, l'unique salle de soins du quartier verra, dès la semaine prochaine, le lancement de travaux de réhabilitation et de renouvellement de son équipement, a affirmé le wali, qui a instruit le directeur de l'urbanisme pour lancer une étude d'aménagement de l'entrée du quartier, les opérateurs prenant en charge la réalisation d'un rond-point sur place.

Le responsable de l'exécutif a ordonné, également, l'aménagement d'une école de six classes, fermée actuellement, en prévision de sa réouverture pour soulager les cinq autres écoles primaires de Koudia qui bénéficieront, dès juin prochain, d'un lycée de 1.000 places dont 300 en demi-pension, encours de réalisation.

Par ailleurs, ce même quartier sera doté d'un troisième collège d'enseignement moyen, dont le choix de terrain sera effectué la semaine prochaine. Ce nouvel établissement soulagera les deux CEM opérationnels, a-t-on souligné.

Lors de cette tournée, Ali Benyaïche, qui était accompagné par les membres de l'exécutif, a instruit le chef de daïra de Tlemcen pour la mise en place d'une commission qui se prononcera sur la délivrance d'actes de propriétés des maisons et locaux commerciaux du quartier. Pour leur part, les jeunes de Koudia bénéficieront de travaux de réhabilitation de leur terrain MATICO avec pose d'une pelouse synthétique.

Des travaux similaires seront engagés au niveau du grand stade de la cité.

APS

PÊCHE

Aïn Temouchent, une wilaya pionnière dans le créneau de l'aquaculture

Aïn Temouchent est considérée comme une wilaya pionnière dans le créneau de l'aquaculture, avec sa ferme Aquasol, premier projet spécialisé dans l'élevage de poissons visant à renforcer les capacités du secteur de la pêche et l'aquaculture.

Ce projet a encouragé d'autres investisseurs à opter pour ce créneau provoquant un effet d'entraînement comme en témoigne le nombre de projets similaires implantés au niveau de la wilaya, a expliqué le directeur local de la pêche, Sahnoune Boukabrine. L'investissement est entré en activité en 2013 à la faveur de la réalisation d'une ferme pour l'élevage des alevins dans la zone de Sbiaat, d'une capacité de production de 700 tonnes par an. Cette quantité doit dépasser bientôt les 1.000 tonnes par an en terre ferme, selon les estimations, après la réalisation de nouvelles installations. Il s'agit de la réalisation de six cages flottantes, non loin de Cap Figalo pour atteindre une production de 1.200 tonnes annuellement, selon le responsable.

Par ailleurs, il est prévu la réception avant la fin de l'année en cours de trois grands projets dans l'élevage de poissons et des mollusques, a fait observer M. Boukabrine, signalant également trois autres projets d'investissements dont deux dédiés à l'élevage de poissons et l'autre projet concernant la conchyliculture (huîtres) qui sera réalisé dans la zone d'activité de Sbiaat.

Ces projets d'investissements devront assurer une production de 1.200 tonnes de poissons par an, avec un taux moyen de 600 tonnes/an pour chaque projet et



une production de 100 tonnes/an de mollusques. Ils constitueront un plus pour le secteur, notamment en matière de capacités de production halieutique, consolidant ainsi la place de leader de la wilaya dans le marché du poisson au niveau national. Dotée d'une superficie de 8 hectares, la zone d'activité de Sbiaat, dans la commune de M'Saïd, abrite des projets de production de poissons. Conçue spécialement pour accueillir des projets d'in-

vestissements dédiés à l'aquaculture en bassins de terre, cette zone dispose de 25 lotissements pouvant accueillir 27 projets d'investissements dans la même filière. Huit projets ont été déjà retenus et les décisions ont été attribuées à leurs bénéficiaires cette année. Il s'agit de concessions au profit des bénéficiaires ainsi que 7 autres projets dont les études techniques sont en cours d'élaboration, a révélé M. Boukabrine.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Destruction de cinq abris pour terroristes à Batna et Jijel

Cinq abris pour terroristes ont été découverts et détruits par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) jeudi à Batna et Jijel, indiquait vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 09 novembre 2017 à Batna et Jijel (5ème Région militaire), cinq (5) abris pour terroristes contenant une

bombe de confection artisanale, des subsistances de vivre, des vêtements et des effets de couchage ainsi que d'autres objets", précise le communiqué.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté en coordination avec les éléments des Douanes, à Tlemcen (2ème Région militaire), quatre (4) narcotrafiquants et ont saisi 189 kilogrammes de kif traité et quatre (4)

véhicules touristiques, tandis que 1.800 unités de différentes boissons et 1.000 cartouches de cigarettes ont été saisies à Mostaganem (2ème Région militaire) et Biskra (4ème Région militaire)", ajoute la même source.

Dans le même cadre, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale "ont intercepté à In Guezam et Tamanrasset (6ème Région militaire) deux (2) contrebandiers, et ont saisi 1,57 tonne de sucre et divers ou-

tils d'orpaillage, tandis que des tentatives de contrebande d'une importante quantité de carburant s'élevant à 40.120 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk-Ahras (5ème Région militaire)". En outre, un détachement de l'ANP et des éléments de Garde-frontières "ont arrêté à Tlemcen (2ème Région militaire) et Ouargla (4ème Région militaire), dix-neuf (19) immigrants clandestins de différentes nationalités", conclut le communiqué.

TAMANRASSET

La préservation durable de l'écosystème pour la protection de la richesse faunistique soulignée

Les participants à une rencontre scientifique «écosystèmes, biodiversité et développement durable», tenue cette semaine à Tamanrasset, ont souligné la nécessité de préservation durable de l'écosystème pour la protection de la richesse faunistique de la région. Ils ont mis en avant la nécessité d'accorder davantage d'intérêt à la préservation, de manière scientifique et durable, de l'écosystème à travers cette étendue (Tamanrasset) du territoire national, en vue de protéger les diverses colonies et groupes d'animaux qui y élisent domicile.

Les intervenants, des experts et universitaires algériens et étrangers, représentants des organismes de recherches, ont relevé que le milieu saharien et son climat sont favorables à un écosystème des plus importants, à travers l'existence d'une richesse avifaune, de lacs, de ressources hydriques et d'une richesse faunistique.

Ces spécificités requièrent, estiment-

ils, leur protection à travers l'encouragement et l'accompagnement des activités afférentes à l'environnement en vue d'assurer la durabilité de ces groupes d'animaux. Les séminaristes ont, eu égard à leur impact sur l'écosystème, mis l'accent sur la nécessité de recherches sur les répercussions «dangereuses» engendrées par les essais nucléaires menés par la France coloniale dans cette région saharienne et les voies de prise en charge des populations affectées. L'espace saharien est très favorable au développement des activités d'élevage aquatique, au regard de ses retombées positives sur le développement durable, ont estimé les participants à cette rencontre organisée au centre universitaire Hadj Moussa Agh Akhamoukh, à l'initiative de l'université «Houari Boumediène» des sciences et technologies USTHB (Alger).

Dans son intervention, Mme. Amina Bouamra, de l'USTHB, a estimé qu'«il appartient, au regard de la richesse patrimonie

touristique et écologique que renferme la région de Tamanrasset, d'encourager le tourisme écologique en vue d'ancrer la conscience de préservation du milieu et garantir la durabilité de la biodiversité».

Ce regroupement a été mis à profit pour la signature d'une convention de coopération entre l'USTHB et le centre universitaire de Tamanrasset portant sur le développement des échanges scientifiques et académiques entre ces deux institutions. Selon le président du séminaire, Abdelham Arab, cette rencontre scientifique vise, entre autres objectifs, la présentation et l'enrichissement des exposés scientifiques réalisés par les chercheurs et experts, l'examen des voies d'échange scientifique entre universités algériennes et étrangères sur le thème. Cette rencontre, dont la première édition avait été organisée à Toulouse (France), suivie d'autres en Algérie, a regroupé des experts et des chercheurs s'intéressant au domaine de la biodiversité et de l'écosystème.

MÉDECINE

L'importance de la médecine générale en tant que discipline autonome en matière de promotion du système de santé en Algérie soulignée

Les participants à une rencontre régionale sur la médecine générale qui s'est ouverte, ce vendredi à Boumerdès, ont affirmé l'importance de l'inscription par les pouvoirs publics à partir de la prochaine rentrée, de la médecine générale en tant que discipline médicale autonome en matière de promotion du système de santé en Algérie et d'amélioration du processus de formation en la matière.

Dans une déclaration à l'APS tenue en marge de cette rencontre organisée sous le slogan «La médecine générale, pierre angulaire dans le système de santé algérien», en présence de médecins, de spécialistes et de praticiens du secteur et abrité par la salle des conférences de la wilaya, le président de la Société algérienne de médecine générale (SAMG), Dr Redouane Hadjij a indiqué que la médecine générale est le pilier du système de santé national et qu'elle doit être réhabilitée. Le projet de réforme du système de formation en médecine générale doit faire de cette discipline une spécialité autonome, dans laquelle les étudiants doivent être formés par des formateurs en médecine générale et non par des spécialistes dans d'autres spécialités médicales précises, a ajouté M. Hadjij. A ce propos, il a indiqué que sa société contribue dans ce domaine avec efficacité, en dispensant une formation continue tout au long de l'année, à l'occasion de rencontres de wilayas, régionales et nationales.

Dans ce même contexte, le président de la SAMG a précisé que la formation des étudiants doit répondre à la nature de la spécialité précitée, d'autant plus que le médecin généraliste obtient souvent une formation au sein des établissements universitaires.

«Cet état de fait doit être dépassé et nous devons faire en sorte que ce même médecin soit formé dans le milieu adéquat au sein duquel il exercera une fois qu'il achève la formation, à l'instar des cliniques et établissements publics de santé de proximité», a-t-il dit avant d'ajouter : «nous essayons, à travers l'organisation de ces rencontres, de former des formateurs dans la médecine générale en vue d'aider le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière à accomplir une formation externe des médecins gé-



néralistes, afin que nous puissions compter sur eux en matière de formation, et ce, à partir de la prochaine rentrée universitaire.

Il a, par ailleurs, cité un certain nombre de médecins qui ont présenté leurs communications à l'occasion de cette rencontre, et rappelé que la majorité des bacheliers s'orientent vers des spécialités médicales précises, en négligeant la spécialité de médecine générale, car inexistante actuellement, raison pour laquelle, poursuivent ces médecins intervenants, nous soutenons l'inscription de cette spécialité dans le système de formation en vue de la protéger de la disparition en assurant une formation pédagogique au profit des médecins généralistes afin que ces derniers puissent, à leur tour, former d'autres médecins au niveau de la Faculté de médecine.

Les participants ont également appelé à la nécessité d'adapter les lois régissant le domaine de la formation dans la Faculté de médecine actuellement, la rendre en adéquation avec le milieu et encourager,

par là même, les nouveaux étudiants à se former en médecine générale. Par ailleurs, Dr Merouane Houria, chargé de l'organisation de cette rencontre, à laquelle ont assisté des médecins de différentes wilayas du pays, que le médecin généraliste est la base dans l'échelon de la formation médicale au sein de l'université.

Cette rencontre vise à réhabiliter la place du médecin généraliste qui est le premier maillon auquel recourt le patient, outre l'assistance du ministère de tutelle en matière de formation des médecins généralistes, a-t-elle fait remarquer. Le rôle de la société civile et des associations est de sensibiliser au dysfonctionnement existant actuellement dans le système de formation médicale en Algérie, et en matière de la recherche scientifique médicale qui est la base de la pratique dans cette discipline médicale sensible, a-t-elle ajouté. A noter qu'environ 38 000 médecins exercent dans la médecine générale en Algérie et qu'environ 3 000 médecins sont formés annuellement par les universités du pays, dont 1 500 généralistes.

PROTECTION CIVILE

4688 interventions en 48h

Durant la période du 09 au 11 novembre 2017 arrêté ce matin à 08 heures (les dernières 48 heures) les unités de la protection civile ont enregistré 4688 interventions, pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuations sanitaires, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité... etc. Plusieurs accidents de la circulation ont été enregistrés durant cette période dont 8 accidents ayant causé 03 personnes décédées sur les lieux d'accidents et 39 autres blessées, traitées sur place puis évacuées vers les structures hospitalières par les secours de la protection

civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec 01 personne décédée et 02 autres blessées suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur la RN5, commune El Adjiba.

A noter, l'intervention des secours de la protection civile pour l'extinction de 08 incendies urbains, industriels et divers, au niveau des wilayas 03 Boumerdès, 02 Chlef, 01 Mascara, 01 Skikda et 01 Mila, ayant causé 3 personnes légèrement brûlées au niveau de la wilaya de Skikda et 02 personnes incommodes par la fumée au niveau de la wilaya de Chlef traitées sur les lieux puis transférées vers les établissements

de santé. Par ailleurs, les secours de la protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 12 personnes incommodes par le monoxyde de carbone CO suite à la mauvaise utilisation des appareils de chauffage et chauffe bain dont 06 personnes au niveau de la wilaya de Mascara et 06 personnes au niveau de la wilaya de Jijel, les victimes ont été traitées sur place puis évacuées dans un état satisfaisant vers les hôpitaux.

A souligner aussi, suite aux fortes chutes de pluies qui se sont abattues sur les régions nord du pays durant la même période notamment au niveau des wilayas D'Alger, Tipaza, Boumerdès et

Annaba ou 02 cas d'arbres déracinés ont été enregistrés dans la wilaya d'Alger, le premier au village agricole de Sidi Ferdj commune de Zeralda, le deuxième à la cité DNC commune de Bir Mourad Ras sans faire de victime. Aussi, les secours de la protection civile sont intervenus pour 02 effondrements le premier au niveau de la wilaya de Boumerdès il s'agit d'un mur de clôture de la polyclinique de Dellys et le deuxième au niveau de la wilaya d'Annaba, il s'agit d'un plafond d'une chambre d'une habitation à la cité Belaid Belkacem commune d'Annaba, sans faire de victime.

SURETÉ DE WILAYA D'ALGER:

Arrestation d'un individu qui a volé des manuels scolaires d'une valeur d'un milliard de centimes

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont réussi à arrêter un individu qui a volé des manuels scolaires de différents niveaux d'une valeur estimée à un (1) milliard de centime du Centre de distribution et de documentation pédagogique (Alger ouest), en confisquant le double des clés, a indiqué vendredi un communiqué de la Direction nationale de la sûreté nationale (DGSN). Lors de la rentrée scolaire, le centre en question a enregistré un manque dans le stock des manuels scolaires, juste après le lancement de l'opération de distribution sur les écoles publiques et privées relevant

de la direction de l'éducation de la même région, ce qui a nécessité de mener des opérations d'inventaire hebdomadaires qui ont prouvé le manque des manuels scolaires, ainsi le directeur du centre a décidé de placer des caméras de surveillance en collaboration avec le chargé du stock avec un système de suivi via le téléphone portable, ce qui a permis d'arrêter le suspect travaillant comme gardien au même centre. Trois autres personnes suspectes de détourner une somme d'argent estimée à 600 millions de centime d'une société privée dont une femme qui travail dans cette société avec la

complicité de deux personnes extérieures en utilisant de faux cachets et des bons de commande falsifiés. Dans la wilaya de Sétif, les éléments de la sûreté ont saisi plus de 6900 unités de pétards et de produits pyrotechniques de différentes qualités et formes d'une valeur estimée à 31.800 DA. Les deux individus suspects ont été interpellés à bord d'un véhicule touristique. Dans la wilaya de Biskra, les services de la sûreté ont saisi, au cours du contrôle d'un véhicule près de 3000 boîtes de cigarettes destinées au commerce illégal, et arrêté deux individus impliqués dans cette affaire.

BISKRA : 10 blessés dans un accident de la circulation à El Maleh

Dix (10) personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu vendredi sur la RN 83 reliant les wilayas de Biskra et de Khenchela, a-t-on appris des services de la Protection civile.

Cet accident s'est produit dans la localité d'El Maleh (7 km à l'Est du chef-lieu de wilaya) suite à un carambolage entre un bus de transports de voyageurs assurant la ligne Biskra-Mzirâa et deux véhicules utilitaires, a expliqué la même source, précisant que les personnes blessées sont âgées entre 17 et 47 ans.

Dépêchés sur le lieu de l'accident, les éléments de la Protection civile ont évacué sept blessés vers l'hôpital de la ville de Sidi Okba et trois autres vers celui de Bachir Ben Nacer de la ville de Biskra.

De leur côté, les services de la Sûreté territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident de la circulation.

ACCIDENTS DE LA ROUTE: 8 morts et 342 blessés en une semaine



Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 342 autres ont été blessées dans 261 accidents de la route survenus dans des zones urbaines entre le 31 octobre et le 6 novembre, a indiqué jeudi la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué.

Le communiqué fait état d'une hausse du nombre d'accidents (+3), de blessés (+30) et de décès (+2) par rapport à la précédente semaine.

Le facteur humain reste la principale cause des ces accidents (97,7%) suivi de l'état des véhicules et des routes, a ajouté la même source.

La DGSN appelle les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route et les invite à redoubler de vigilance sur les routes et à faire contrôler leurs véhicules en cette période d'intempéries dans plusieurs wilayas du pays qui pourraient causer de graves accidents. Elle rappelle que le numéro vert (15-48) et le numéro de secours (17) restent à la disposition des citoyens H24.

FRANCE: Un homme fonce sur des passants, trois blessés dont deux graves



Un homme a «délibérément» foncé vendredi sur des passants à Blagnac, près de Toulouse, dans le sud-ouest de la France, blessant trois étudiants dont deux grièvement, a indiqué une source policière. L'individu a

été immédiatement arrêté sur place, selon la même source, cité par l'AFP. Selon la chaîne de télévision française BFMTV, le véhicule a foncé sur un groupe de personnes devant un lycée.

FRANCE : Neuf blessés légers dans l'incendie d'un immeuble à Paris

Neuf personnes ont été légèrement blessées ce vendredi matin suite à un incendie dans un immeuble du III^e arrondissement de Paris, selon plusieurs médias français citant le bilan des pompiers.

L'incendie s'est déclaré dans une boutique de vêtements située au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitations de cinq étages. Il «s'est propagé au premier étage, dans la cour arrière et au niveau de la façade de l'immeuble (...) c'est un feu assez important avec une chaleur importante» a indiqué à plusieurs médias français Gildas Le Coeur, un porte-parole des sapeurs-pompiers de Paris. Un nouveau bilan faisait état à la mi-journée

d'au moins «neuf blessés légers, dont un enfant et un pompier» a-t-il précisé.

Au total, une centaine de pompiers et trente camions ont été mobilisés pour tenter d'éteindre l'incendie qui n'était pas encore maîtrisé à midi.

La maire de Paris Anne Hidalgo, a réagi dans la matinée sur Twitter, faisant part de ses pensées «aux blessés et à leurs proches» et remerciant les pompiers de Paris pour leur maîtrise de l'incendie et «la rapide prise en charge» des blessés. Plusieurs habitants ont été évacués par précaution, certains choqués, ont indiqué à plusieurs médias sur place que leur évacuation avait été très rapide.

PORTUGAL : 442.000 hectares de végétation incendiés

Les incendies au Portugal ont ravagé 442.000 hectares de végétation entre début janvier et fin octobre, atteignant un nouveau record historique, selon une première estimation publiée vendredi par l'Institut de la conservation de la nature et des forêts (ICNF).

Selon des données compilées depuis 1980, le précédent record avait été établi en 2003, avec 426.000 hectares brûlés. Mais l'année 2017 restera surtout marquée par les feux de forêt les plus meurtriers de l'histoire du pays, qui ont fait 64 morts en juin et 45 en octobre.

Ces incendies, qui ont ravagé 177.000 hectares de forêt et 265.000 hectares de broussailles, ont été attisés par des conditions climatiques particulièrement défavorables, marquées par une sécheresse

sévère ou extrême qui frappe toujours plus de 80% du territoire portugais.

Sur les dix premiers mois de l'année, les pompiers ont dû lutter contre 16.900 départs de feu, contre 12.782 à la même période l'an dernier. Le mois d'août a enregistré le plus d'incendies (3.738), mais octobre a été le mois le plus dévastateur avec quelque 224.000 hectares partis en fumée, soit la moitié de la surface brûlée sur l'ensemble de l'année. Mis en cause par son incapacité à éviter ces catastrophes à répétition, le

Premier ministre Antonio Costa a dû remplacer sa précédente ministre de l'Intérieur et le gouvernement socialiste a adopté plusieurs mesures visant à réformer son dispositif de lutte contre les incendies, et les politiques d'aménagement des forêts.

IRLANDE: L'usage d'animaux sauvages dans les cirques interdit à partir de 2018

L'usage d'animaux sauvages dans les spectacles de cirque sera interdit en Irlande à partir du 1^{er} janvier 2018, ont rapporté vendredi des médias citant un communiqué du ministre irlandais de l'Agriculture, Michael Creed.

M. Creed a signé récemment un texte qui interdit le recours aux animaux «qui ne sont habituellement pas domestiqués dans le pays», renforçant la législation sur la santé et le bien-être animal de 2013. La loi instaure 5 grands principes, dont le droit pour les bêtes à ne subir aucune blessure ou maladie ou encore à n'être soumises ni au stress ni à la peur.

«C'est un choix progressiste, qui démontre notre engagement envers le bien-être animal», a commenté le ministre dans un communiqué, estimant qu'il s'agit d'un avis partagé par le grand public que je suis heureux d'appuyer.

Toute infraction à cette nouvelle disposition est punissable d'une peine pouvant aller jusqu'à 250.000 euros d'amende et 5 ans d'emprisonnement. Dans le communiqué, le ministre rappelle que les autorités locales ont été de plus en plus nombreuses à refuser que de tels spectacles se produisent sur des terrains publics.

Il précise également que le ministère de l'Agriculture est conscient de l'impact que cette décision aura sur l'industrie du cirque, mais souligne que «des dispositions modernes en faveur des animaux amèneront le public à être plus à l'aise avec les spectacles de cirque», alors que le nombre de compagnies itinérantes employant des animaux sauvages a fortement chuté en plus d'une décennie.

La décision a été saluée par la Société irlandaise de prévention de la cruauté contre les animaux (ISPACA), qui menait campagne contre l'emploi d'animaux sauvages. Une pétition lancée en février 2016 a récolté près de 28.000 signatures.

De son côté, l'association PETA a réagi dans un communiqué «applaudissant» l'Irlande: «Le gouvernement irlandais l'a compris: les moeurs ont changé et le public comprend qu'il est immoral d'enfermer et d'exploiter ces individus sensibles et intelligents».

L'Irlande s'ajoute aux 41 pays qui ont déjà banni l'usage d'animaux sauvages dans les cirques, dont 19 en Europe, notamment l'Autriche, les Pays-Bas et la Belgique.

APS

INDE: Les autorités envisagent de pulvériser de l'eau sur New Delhi pour lutter contre la pollution



Les autorités indiennes vont pulvériser de l'eau sur New Delhi, dans une tentative de lutter contre le nuage toxique qui recouvre depuis quatre jours la capitale indienne, ont rapporté des médias.

Le niveau actuel de concentration de particules fines PM_{2,5} (dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres) a été mesuré par l'ambassade des Etats-Unis à 523 vendredi matin alors que la limite pour un air de «bonne» qualité est fixée à 50. La situation devrait encore se détériorer au cours du weekend. «La pulvérisation d'eau est le seul moyen de réduire ces dangereux niveaux de pollution», explique Shruti Bhardwaj, une responsable de l'environnement chargée de la surveillance de la qualité de l'air.

L'eau sera pulvérisée d'une hauteur de 100 mètres sur l'agglomération de 22 millions d'habitants, a-t-elle précisé. Plusieurs facteurs se conjuguent pour ex-

pliquer le phénomène, qui revient périodiquement «absence de vent, feux de récolte illégaux dans les régions agricoles autour de la métropole, gaz d'échappement des véhicules dans une ville où les transports publics sont notablement limités, poussière dégageée par les chantiers».

Les écoles ont été fermées pour toute la semaine et les résidents, en particulier les plus fragiles, ont été invités à rester chez eux. Les spectacles en plein air ont été annulés et le prix du parking a été multiplié par quatre pour amener les gens à utiliser les transports publics. Delhi s'est réveillé mercredi dans un brouillard polluant, qui présentait des niveaux dangereux pour la santé.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande de ne pas dépasser 25 en moyenne journalière pour la santé. L'OMS avait classé en 2014 New Delhi comme ville la plus polluée au monde.

GUINÉE : 3 personnes calcinées et 12 autres blessées dans l'explosion d'un dépôt de carburant à Conakry

Trois personnes ont trouvé la mort et 12 autres ont été blessées dans une explosion survenue vendredi dans le dépôt central des hydrocarbures de la société guinéenne des pétroles de Conakry, ont rapporté des médias.

Le drame a été causé par des «voleurs qui étaient venus dérober le carburant au niveau des cuves du dépôt central avec la complicité de certains travailleurs», selon les mêmes sources.

Selon ces médias, un témoin a expliqué que les bidons de 20 litres remplis de carburant ont été transportés dans un magasin non loin du dépôt central. «c'est au niveau de ce magasin qu'un incendie a été provoqué, entraînant l'éclatement des bidons contenant de l'essence ou du gas-oil. Le vol du carburant est récurrent au niveau du dépôt central de Conakry, avec la complicité de certains travailleurs du dépôt et des voleurs externes».

Dans un communiqué publié vendredi, le gouvernement a tra-



vers l'office national des pétroles a informé l'opinion nationale qu'un feu s'est déclenché dans un dépôt clandestin dans la cour de Russal, cour mitoyenne au dépôt SGP (Société Guinéenne des Pétroles).

«Grâce aux efforts conjugués des sapeurs-pompiers de la protection civile et de l'équipe de permanence de la SGP, le feu a été maîtrisé et le Dépôt pétrolier est hors danger et opérationnel depuis ce matin à 8h00», selon la note d'information du gouvernement.

SELON UNE ÉTUDE

La guérison des plaies est plus lente si on se blesse la nuit

Si on se coupe ou on se brûle la journée, les plaies guérissent beaucoup plus vite que si ces blessures se produisent la nuit, note une étude publiée mercredi qui met l'accent sur l'importance de l'horloge biologique dans le processus de guérison.

Cette découverte pourrait avoir des applications pour les interventions chirurgicales et procurer des cibles pour de nouveaux traitements qui accélèrent la guérison, estiment les chercheurs du laboratoire de biologie moléculaire à Cambridge au Royaume-Uni.

Leurs travaux paraissent dans la revue médicale américaine *Science Translational Medicine* et sont les premiers à montrer comment notre horloge biologique interne agit sur les cellules de la peau pour la guérison.

Pour le professeur John O'Neill, du laboratoire de Cambridge, ce phénomène «pourrait indiquer que l'organisme humain a évolué pour accélérer la guérison pendant le jour, une période où le risque de blessures est beaucoup plus élevé».

Cette horloge, ou rythme circadien, régule quasiment toutes les cellules de l'organisme humain selon des cycles de 24 heures déterminant pour de nombreux processus biologiques, tels que le sommeil, la sécrétion hormonale et le métabolisme.

Des tests effectués en laboratoire sur des cellules de peau humaine, des fibroblastes et des kératinocytes - ces dernières forment la partie superficielle de l'épiderme - ainsi que sur des souris, ont montré que pendant le cycle diurne de l'horloge biologique, les blessures



guérissent presque deux fois plus rapidement.

Ces chercheurs ont constaté le même phénomène avec des brûlures chez des humains en analysant les dossiers médicaux de 118 patients qui avaient été brûlés, provenant des grands centres de soins aux brûlés en Angleterre et au Pays de Galles.

Ainsi des brûlures prennent en moyenne 60% plus de temps pour guérir si elles se produisent la nuit, entre 20h00 heures et 08h00. Leur guérison a mis 28 jours en moyenne, comparativement à 17 jours seulement si elles

se sont produites pendant la journée entre 08h00 et 20h00, précisent les chercheurs.

Selon eux, le fait que les cellules de la peau se déplacent beaucoup plus rapidement de jour vers le site de la blessure pour la réparer est la principale raison de la guérison accélérée.

De plus, ces cellules connaissent une activité accrue, en leur sein, de protéines jouant un rôle clé pour la cicatrisation. Enfin, le collagène, la principale protéine formant la structure de l'épiderme, se dépose en plus grande quantité en journée dans la plaie.

ÉTATS-UNIS:

Le tabagisme constant malgré les campagnes anti-tabac

Un adulte sur cinq consomme régulièrement du tabac aux États-Unis et 15% de la population américaine fument des cigarettes, selon les dernières statistiques du gouvernementales publiées jeudi.

Le taux des fumeurs reste constant depuis ces dernières années malgré les campagnes pour décourager le tabagisme, relève le rapport des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Ces chiffres sont basés sur une enquête me-

née en 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de quelque 33.000 personnes. L'étude montre que 20,1% de la population américaine ou 49 millions de personnes consomment régulièrement du tabac.

Environ 87% des utilisateurs de tabac ou 42 millions d'adultes ont dit être fumeurs de produits combustibles comme des cigarettes, des cigares ou la pipe.

La consommation de tabac non combustible (tabac à chiquer et à priser) a été

rapporté par 2,3% des adultes tandis que seulement 1,2% ont indiqué utiliser des pipes à eau. Les hommes sont plus nombreux (25%) que les femmes (15%) à consommer du tabac, précise le rapport. «La consommation de produit de tabac va de 9% chez les Asiatiques aux États-Unis à 26,6% parmi les Amérindiens et les autochtones d'Alaska», selon les CDC.

Les taux les plus élevés de fumeurs sont chez les Américains gagnant moins de 35.000 dollars par an et

ceux n'ayant pas fini leurs études secondaires. «Ces statistiques montrent clairement la nécessité de faire davantage pour réduire les maladies et la mortalité résultant du tabagisme et l'Agence des produits alimentaires et des médicaments (FDA) a récemment annoncé une approche à cet effet», a souligné son directeur, Scott Gottlieb. La FDA cherche «à réglementer la nicotine dans les cigarettes pour réduire l'accoutumance au maximum ou l'éliminer».

AFRIQUE

L'Afrique de l'Est réfléchit à un mécanisme de déploiement rapide pour combattre les épidémies

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) réfléchit à un mécanisme de déploiement rapide pour lutter contre les épidémies telles que le virus Ebola ou la fièvre de Marbourg, ont annoncé mercredi des responsables.

Lors d'une conférence de presse à Nairobi, la secrétaire générale adjointe de la CAE, Jesca Eriyo a déclaré que ce mécanisme influencerait la manière dont la région prévoit et met en oeuvre la réponse aux épidémies en Afrique de l'Est.

«Cela permettra à notre région d'éviter des pertes massives en vies humaines, des invalidités et des perturbations d'activités économiques et sociales qui suivent les épidémies



lorsqu'elles ne sont pas bien gérées», a dit Mme Eriyo lors d'une conférence régionale sur la santé.

Cette conférence de trois jours a

réuni près de 100 spécialistes de la santé pour mettre en commun leurs expériences et leurs connaissances et informer des leçons pour prévenir, combattre et atténuer à l'avenir les foyers futurs de maladies infectieuses dans la région et au-delà. Cette conférence a également été convoquée à un moment où l'Ouganda est confronté à des cas de virus de la fièvre de Marbourg.

Mme Eriyo a appelé le bloc régional à développer des mesures efficaces de surveillance épidémiologique, d'alerte anticipée, et des capacités de détection et de diagnostic afin d'être convenablement préparé face à tout nouveau foyer d'épidémie.

ASIE-ONU

La FAO appelle la région Asie-Pacifique à lutter contre la malnutrition

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé, dans un rapport rendu public vendredi, la région Asie-Pacifique à lutter contre la malnutrition et à consommer des aliments plus sains.

«De telles actions doivent être rapidement entreprises afin de réduire la consommation grandissante de nourriture malsaine dans la région», indique le rapport présenté à Bangkok dans le cadre d'un symposium co-organisé par la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale.

La dernière étude recommande de nouveaux investissements dans l'agriculture et dans d'autres domaines en vue de lutter contre la malnutrition, à savoir l'amélioration des systèmes sanitaires, l'accès à de l'eau potable, l'amélioration des régimes alimentaires pendant les premiers 1000 jours de vie de l'enfant et des politiques visant à accroître la consommation d'aliments variés riches en nutriments. «Bien se nourrir va dépendre du niveau de sensibilisation du public sur le choix d'aliments sains, ainsi que des systèmes qui devront être durables, efficaces et abordables, tout en étant capables de produire ce type d'alimentation», a déclaré Kundhavi Kadirasan, sous-directrice générale de la FAO et représentante régionale pour l'Asie et le Pacifique. «Si nous devons atteindre l'Objectif Faim Zéro dans cette région, nous devons investir afin d'améliorer nos systèmes alimentaires et mettre en commun notre savoir et nos ressources en vue de relever nos défis alimentaires et nutritionnels», a-t-elle ajouté.

YÉMEN:

L'OMS inquiet de ne plus pouvoir endiguer le choléra si le blocus se poursuit

La lutte contre le choléra au Yémen risque de subir un «sérieux revers» si le blocus du pays se poursuit, a estimé vendredi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), lors d'un point de presse à Genève.

«Nous avons fait des progrès (dans le traitement de l'épidémie) mais nous allons subir un sérieux revers si nous n'avons pas un accès total à toutes les zones touchées», a expliqué une porte-parole de l'OMS, Fadela Chaïb.

«Contrôler l'épidémie de choléra est un défi très difficile, et fermer les frontières ainsi que tous les accès au pays ne va pas aider, c'est pourquoi nous appelons les Saoudiens et toutes les parties présentes dans ce conflit à réfléchir au fait que le choléra fait toujours rage dans le pays», a-t-elle insisté. Entre le 27 avril et le 8 novembre 2017, l'OMS a enregistré 913.741 cas suspects de choléra et 2.196 décès liés à cette maladie, même si le nombre de cas est en diminution depuis plusieurs semaines. En raison du blocus, les ressources de l'OMS sur place deviennent «critiques» et mercredi, l'organisation n'a pas pu «livrer 250 tonnes de matériel médical par la mer» car «le bateau qui devait normalement partir de Djibouti n'a pu le faire en raison de la fermeture du port yéménite d'Al-Hudayah», a par ailleurs souligné Mme Chaïb.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé mercredi à la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen de mettre fin au blocus imposé depuis lundi à ce pays, menacé de la «plus grande famine» des dernières décennies.

COMBIEN D'HEURES DE SOMMEIL NOUS FAUT-IL POUR ÊTRE EN FORME ?

Face au sommeil, nous ne sommes pas tous égaux. Si un adolescent n'a pas besoin de dormir autant qu'un nourrisson, il doit compter quelques heures de plus qu'un adulte ou un sénior. À chaque tranche d'âge son temps de sommeil. Détails.

Pour être en forme toute la journée, rien de tel qu'une bonne nuit de sommeil. Oui, mais combien de temps doit-on dormir précisément ?

À chaque âge son besoin de sommeil

Un panel de 18 spécialistes de la National Sleep Foundation, organisme américain visant à promouvoir l'éducation au sommeil, s'est penché sur 300 publications scientifiques pour émettre de nouvelles recommandations.

Les chercheurs se sont rendus compte que les besoins en sommeil varient au cours de la vie et ont scindés les âges en neuf catégories. À chaque tranche d'âge correspond un nombre d'heures de sommeil recommandé. Ainsi, les nouveau-nés devraient dormir entre 14 à 17 h ; les nourrissons : 12 à 15 h ; les bébés : 11 à 14 h ; les jeunes enfants : 10 à 13 h ; les enfants : 9 à 11 h ; les adolescents : 8 à 10 h ; les jeunes adultes : 7 à 9 h ; les adultes : 7 à 9 h et les seniors : 7 à 8 h.



Les scientifiques notent que le fait de dormir un peu plus ou un peu moins que ces recommandations pourrait représenter le symptôme d'un trouble. Toutefois, en matière de sommeil, il n'existe pas de normes.

Tenir un journal du sommeil et appréhender ses besoins

Chacun ressent des besoins différents selon ses habitudes. En effet, les adultes dorment en moyenne 8 heures par nuit mais certains se satisfont de 6 heures quand d'autres peuvent rester endormis pendant 9 ou 10 heures. Ces différences sont liées à des facteurs génétiques définissant notre chronotype (ou horloge interne).

Pour apprécier votre besoin de sommeil, vous pouvez tenir un journal lors d'une période sans contraintes (vacances, par exemple) ou lorsque vous travaillez. Le Réseau Morphée propose de noter vos habitudes de sommeil pendant 3 semaines minimum. Essayez ! Vous saurez si votre besoin de sommeil est égal à vos habitudes réelles.

LE MANQUE DE SOMMEIL, SOURCE DE NOMBREUX DANGERS POUR LA SANTÉ

Quand vous ne dormez pas assez, vous avez un appétit d'ogre, êtes d'humeur massacrante et avez du mal à vous concentrer. Mais ces petits désagréments ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

Troubles de la mémoire, risque de surpoids, vieillissement accéléré. Voici trois exemples des effets néfastes que font peser des nuits trop courtes sur notre organisme. Les chercheurs s'intéressent de plus en plus aux conséquences sur le long terme du manque de sommeil. Pour cause, ce mal contemporain concerne presque tout le monde et empoisonne la vie sur le long terme, rappelle l'émission Sleepless America, qui sera diffusée le 30 novembre sur la chaîne National Geographic. Le documentaire dresse un panorama des dangers pour la santé en se focalisant sur le manque de sommeil des Américains.

L'enquête a été réalisée avec l'expertise de l'Institut national de la santé américain et de l'académie américaine de médecine du sommeil. Alors que 40% des adultes et 70% des adolescents estiment ne pas dormir assez, on découvre que de mauvaises nuits peuvent surexposer à la maladie d'Alzheimer. En fait, quand on dort suffisamment, le cerveau arrive à évacuer les substances chimiques nocives

comme la bêta-amyloïde, protéine dont l'accumulation sous forme de plaques nuit au système nerveux. Le sommeil est donc important pour permettre au cerveau de fonctionner de façon optimale et d'assurer sa mission de "nettoyage", rappelle le documentaire.

La fatigue influence aussi la gestion d'équipe

Des troubles du sommeil liés au travail en horaires décalés peuvent donner naissance à différentes pathologies, comme l'apnée du sommeil, le syndrome des jambes sans repos, ou plus grave encore des maladies cardiaques, du diabète ou de la dépression. Moins connu est l'effet que ce mauvais sommeil peut avoir sur l'attitude des chefs d'équipe au travail. Une étude de l'université de Washington et parue en novembre pointe la tendance des managers à malmenier leur équipe et à saboter leur productivité.

La liste des désagréments est loin d'être exhaustive. Inutile de rappeler que la fatigue ruine les volontés des candidats au régime ou à une alimentation saine. Qui n'a jamais eu envie de trouver du réconfort dans une douceur pour se redonner un coup de fouet ?



Se coucher tôt, la meilleure astuce pour tenir ses résolutions

Vous avez l'intention de prendre de nouvelles habitudes en 2015 ? Dans ce cas, commencez par bien dormir. Le manque de sommeil ruine toute notre bonne volonté, selon une étude. Pour la nouvelle année, vous vous êtes préparé une liste de bonnes résolutions : dépenser moins d'argent dans du shopping, reprendre le sport, arrêter de fumer... Ces projets pourraient bien être sérieusement mis à mal par un état de fatigue prononcé. Richard Wiseman, psychologue à l'Univer-

sité de Hertfordshire, au Royaume-Uni recommande 7 heures de sommeil par nuit au minimum si on veut tenir ses résolutions. Après avoir interrogé un panel de 1 000 adultes sur leur sommeil et leur capacité à tenir leurs résolutions, le spécialiste est arrivé à la conclusion que le manque de sommeil venait à bout de la volonté et de la motivation à entreprendre des changements. En effet, 50 % des sondés qui dormaient en moyenne huit heures par nuit ont réussi à

tenir leurs résolutions, contre 44 % chez les petits et mauvais dormeurs. Sans surprise, le manque de sommeil et la fatigue accumulée ont poussés les participants à faire l'inverse de leurs résolutions, comme grignoter des sucreries au lieu d'aller faire du sport. Garder son self-control et persévérer dans ses décisions comme celle de faire un régime, passe donc par une bonne nuit de sommeil. Le psychologue recommande d'ailleurs de rester plus

longtemps au lit plutôt que de se forcer à faire du sport le matin. À la place, il conseille de réserver un créneau gym en fin de journée. "Le cerveau a besoin d'énergie pour faire quelque chose qu'on n'a pas vraiment envie ou qu'on arrive difficilement à faire. Or, si on est en manque de sommeil, on ne dispose pas de l'énergie suffisante. Les personnes qui décident d'aller à la gym le matin par exemple finissent par renoncer car le fait de se lever tôt pour faire du sport les prive de som-

Objets connectés: l'Ordre des médecins donne ses recommandations



L'Ordre des médecins a présenté une série de recommandation à l'égard des objets de santé connectés. Il est par exemple favorable au remboursement de ces derniers lorsque leurs bénéfices pour la santé sont reconnus par des scientifiques, bracelet, tensiomètre, applications mobiles, stylos à insuline... La santé connectée fait désormais partie de notre quotidien, et constitue un sujet porteur de nombreux espoirs pour les malades comme pour le secteur économique. Le volume mondial des applications mobiles santé est passé de 6 000 en 2010 à 100 000 en 2013. Et les Français suivent la tendance, puisqu'en 2013, ils ont acheté trois millions d'objets (balances, montres et bracelets connectés,...), ce qui correspond à un chiffre d'affaire de 64 millions d'euros. Mais dans l'immensité des produits de santé connectés présents sur le marché, pas toujours facile de différencier l'objet utile de l'arnaque sans intérêt.

Face à l'ampleur du phénomène, le Conseil de l'Ordre des médecins (CNOM) a donc décidé de faire part de ses recommandations. Il a présenté son « Livre Blanc » ce mardi 3 février, dans lequel il présente une série de six recommandations.

Le CNOM promeut une « régulation adaptée, graduée et européenne » du traitement des données issues des objets ou applications de santé. Pour l'Ordre, une « déclaration de conformité » pour assurer la protection des données recueillies, la sécurité informatique et la sûreté sanitaire permettraient de sécuriser la mise sur le marché de nouveaux outils de santé connectés. Un « dispositif de vigilance » pourrait également aider à faciliter les déclarations de dysfonctionnements des utilisateurs. Le CNOM insiste sur la nécessité de « définir le bon usage de la santé mobile au service de la relation patients-médecins ». Quant au rôle de la portée scientifique des objets de santé connectés, le Conseil de l'Ordre des médecins estime nécessaire la mise en place d'une « évaluation scientifique » des objets, de façon neutre et « menée par des experts sans lien d'intérêt avec les fournisseurs ».

B. H. / A. P.

LA MYOPATHIE EN QUESTIONS

La sortie du film Yves Saint Laurent de Jalil Lespert, est l'occasion pour Pierre Bergé, compagnon du créateur, de se dévoiler dans Paris Match sur sa vie et de raconter sa lutte quotidienne avec la maladie, la myopathie. Qu'est-ce qui la définit, quels sont les symptômes... Top Santé fait le point.

La myopathie, une maladie médiatisée mais finalement peu connue

Chaque année, Le Téléthon attire l'attention du grand public sur les myopathies en faisant appel à la générosité pour faire avancer la recherche. En dehors de cette opération médiatique, on sait peu de choses sur cette maladie. Celle-ci est de nouveau abordée au passage d'une interview de Pierre Bergé, partenaire de feu le styliste Yves Saint Laurent. L'homme d'affaires se livre sur sa myopathie, une maladie très handicapante : « Il n'y a pas de médicaments. Ça s'aggrave et ça s'aggrave tous les jours. Je n'ai pas de douleurs. Mais... j'ai des muscles très faibles. Je n'arrive plus à monter ni à descendre les escaliers. [...] Il n'y a rien à faire, mes jambes lâchent. L'autre jour, dans un musée, ma jambe m'a lâché. Je suis tombé ; mes amis étaient là ». On vous en dit plus sur les myopathies, et en particulier la myopathie de Duchenne, la plus répandue des myopathies de l'enfant.

Des affections des fibres musculaires

Les myopathies sont un ensemble d'affections qui touchent les fibres musculaires. Il n'existe pas une mais plusieurs myopathies. On distingue les myopathies qui débutent dans l'enfance de celles qui commencent à l'âge adulte. Les premières sont presque toutes d'origine dégénérative, souvent liées à des anomalies génétiques, tandis que les affections qui démarrent dans la vie d'adulte peuvent avoir plusieurs origines (dégénérative, métabolique, intoxication liée à un médicament, maladie endocrinienne).

Anomalie d'un gène

La myopathie de Duchenne est la plus répandue et la plus grave des dystrophies musculaires. Elle concerne chaque année 150 à 200 garçons nouveaux-nés en France. Environ 2



300 personnes sont affectées par la maladie en France selon l'Inserm. Cette affection des fibres musculaires survient dans l'enfance et débute généralement avant l'âge de 5 ans. Cette maladie dégénérative et héréditaire est transmise par les femmes et touche quasi exclusivement les garçons. Elle est liée à un gène anormal situé sur l'un des chromosomes X de la mère. Cette anomalie génétique empêche la production de la dystrophine, une protéine impliquée dans le soutien de la fibre musculaire. Cette absence de dystrophine abîme les muscles et finit par les détruire.

Les symptômes de la myopathie de Duchenne

Elle se manifeste par une faiblesse musculaire qui gagne d'abord les membres inférieurs puis supérieurs, entraînant une difficulté à se mouvoir puis une paralysie. Les muscles respiratoires, cardiaques et du tube digestif sont également affectés par cette dystrophie provoquant des difficultés respiratoires et des troubles du transit intestinal. Les conséquences de la maladie sont variables : fragilité osseuse,

problèmes nutritionnels, incontinence. Peut-être s'ajouter des troubles de l'apprentissage et émotionnels.

Pas encore de traitement curatif mais des pistes de recherche

Il n'existe pas de traitement curatif des myopathies à l'exception des myopathies secondaires qui sont liées à une intoxication, la prise d'un médicament, ou une maladie endocrinienne. La prise en charge des symptômes est le seul moyen actuel d'améliorer le quotidien des myopathes. Concernant la myopathie de Duchenne, plusieurs pistes sont à l'étude en se concentrant sur le rôle de la dystrophine. La méthode la plus prometteuse en la matière est la technique dite du « saut d'exon ». Plusieurs essais sont en cours pour tester cette thérapie génique. Le principe ? Amener la cellule à produire une version synthétique de la dystrophine, en « sautant » la partie du gène qui porte la mutation à l'origine de la maladie. Selon l'Inserm, les premiers traitements par saut d'exon pourraient voir le jour d'ici 5 à 10 ans.

MYOPATHIE : PREMIÈRE ÉTAPE VERS UN TRAITEMENT PROMETTEUR

Tous les 3 jours, un enfant naît en France avec la myopathie de Duchenne. Cette maladie neuromusculaire empêche la production de la protéine dystrophine, une protéine nécessaire pour le contrôle des muscles. Petit à petit, la personne myopathe perd le contrôle de ses muscles, et donc la capacité de marcher puis de respirer. Des cellules souches musculaires tentent de régénérer le tissu musculaire lésé, mais ce processus est vite débordé et la dégénérescence finit par l'emporter.

Une technique de chirurgie de l'ADN

Vous le savez si vous suivez régulièrement le Téléthon, il n'existe pour l'instant aucun traitement satisfaisant pour cette maladie. Toutefois, la recherche est très active. Ainsi, les scientifiques du CNRS et de l'Inserm en collaboration avec des chercheurs de l'université de Berne (Suisse), travaillent sur la mise au point d'une nouvelle technique ou



« chirurgie moléculaire de l'ADN » qui devrait permettre la synthèse de la protéine manquante.

Testée sur des souris, cette nouvelle technique s'est révélée supérieure à d'autres molécules en cours d'évaluation car elle n'a entraîné aucun effet indésirable, notamment au niveau des fonctions cardiaque et respiratoire et du système nerveux central. Les chercheurs ont noté chez les rongeurs une amélioration très significative des fonctions musculaire, respiratoire et cardiaque.

Ces travaux ouvrent ainsi de nouvelles perspectives thérapeutiques pour la myopathie de Duchenne mais aussi pour différentes maladies génétiques. Les maladies neuromusculaires regroupent en effet plusieurs centaines de maladies, principalement d'origine génétique, qui ont en commun un défaut de commande du muscle ou une destruction du tissu musculaire. Conjointement, elles affectent plusieurs dizaines de milliers de personnes en France. Ce nouveau traitement représente donc un réel espoir. Les premiers essais chez l'homme sont prévus d'ici un à deux ans.

ACCUSATIONS D'INGÉRENCE RUSSE AUX ETATS-UNIS: Des «absurdités», assure Poutine



Le président russe Vladimir Poutine a qualifié hier d'«absurdités» les accusations d'ingérence russe dans l'élection présidentielle aux Etats-Unis via des contacts présumés avec l'entourage de Donald Trump.

«Tout est ce qui est lié au dossier russe aux Etats-Unis est la preuve de la lutte politique intérieure dans ce pays», a déclaré M. Poutine, lors d'une conférence de presse à Danang au Vietnam, à l'issue du forum de l'Asie-Pacifique (Apec).

Ces accusations d'ingérence, selon lesquelles notamment une nièce du président russe aurait eu des contacts en 2016 avec George Papadopoulos, un ex-conseiller de campagne de Donald Trump, «ce sont des absurdités», a-t-il assuré.

«Je n'ai connaissance de rien, décidément rien», a insisté M. Poutine.

Cette déclaration intervient alors que le procureur spécial Robert Mueller a donné un coup d'accélérateur à son enquête sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle américaine avec l'inculpation fin octobre de trois anciens conseillers de M. Trump.

RUSSIE-TURQUIE Rencontre Erdogan- Poutine demain à Sotchi

Une rencontre entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan et son homologue russe, Vladimir Poutine, est prévue demain dans la station balnéaire de Sotchi sur la mer Noire, a annoncé la Présidence turque.

Les deux dirigeants doivent discuter des relations bilatérales et de diverses questions régionales et internationales, dont la situation en Syrie, a précisé la même source.

La dernière rencontre entre les deux chefs d'Etat a eu lieu le 28 septembre dernier à Ankara.

Ils avaient évoqué la situation en Irak et en Syrie, notamment.

Le 29 octobre, le président turc et son homologue russe ont eu un entretien téléphonique consacré, entre autres, aux relations bilatérales, la coopération

13^E ANNIVERSAIRE DU DÉCÈS DE YASSER ARAFAT: Le peuple palestinien avance sur la voie tracée par le défunt leader palestinien

Le peuple palestinien continue d'avancer sur la voie tracée par le leader national et historique, Yasser Arafat (Abou Amar) et est déterminé à poursuivre sa lutte pour recouvrer ses droits légitimes au retour, à la liberté et à l'établissement d'un Etat palestinien souverain sur les frontières du 4 juin 1967 avec El Qods pour capitale.

Dans un communiqué rendu public à l'occasion du 13^e anniversaire du décès de Yasser Arafat, dont l'APS a reçu une copie, le Conseil a retracé le parcours du leader palestinien qui «a conduit son peuple avec une ferme volonté vers la liberté et l'indépendance», saluant «sa bravoure dans la lutte contre l'occupation israélienne pour favoriser l'accès du peuple palestinien à l'autodétermination».

Le document a mis en avant



l'attachement du peuple palestinien à la résistance contre l'occupation, affirmant que «rien n'entamera sa volonté à réaliser son rêve de liberté et de vie décente, à l'instar des autres peuples de par le monde».

Le CNP a imputé à nouveau à l'occupation israélienne toute la responsabilité de la mort de Yasser Arafat.

Concernant le dossier de la réconciliation palestinienne concrétisée dernièrement, le

CNP a souligné que le processus de réconciliation «confirme la volonté du commandement palestinien à tourner cette page noire».

Le Conseil a mis en avant, dans ce sens, «l'importance de resserrer les rangs et consacrer l'unité nationale en vue de renforcer notre front interne face aux défis et dangers rencontrés assurant au commandement tous les éléments de force nécessaires pour la poursuite de la lutte contre l'occupant à tra-

vers la mobilisation de la communauté internationale en faveur de notre cause et des droits de notre peuple».

Le communiqué du CNP n'a pas omis, à cette occasion, d'appeler «la communauté internationale à assumer ses responsabilités juridiques à l'égard du peuple palestinien en prenant les mesures nécessaires pour amener l'Etat de l'occupation à se conformer à la volonté internationale, à respecter la légalité internationale et à appliquer ses résolutions pertinentes pour mettre fin à l'occupation et la création d'un Etat palestinien indépendant».

Le Conseil national palestinien a salué les enfants du peuple palestinien, où qu'ils soient, pour «leur combat contre l'occupant et sa politique de colonisation raciste comme expression de leur droit à défendre leur pays et ses lieux symboles», a conclu le communiqué.

CENTENAIRE DE LA DÉCLARATION BALFOUR : «Une injustice sans précédent»

L'édification d'un Etat palestinien indépendant avec pour capital El Qods, demeure «notre objectif irréversible» a réaffirmé vendredi à Moscou, l'ambassadeur palestinien en Russie Nofal Abdelhafiz, dénonçant, à l'occasion du centenaire de la Déclaration de Balfour, «une injustice sans précédent» commise à l'encontre du peuple palestinien.

«100 années sont passées depuis la sinistre Déclaration de Balfour qui a permis la création d'un Etat israélien en terre palestinienne au détriment des droits de notre peuple.

Nous interpellons les autorités britanniques pour assumer leur responsabilité pour un acte qui a occasionné désastre et malheur à notre peuple», a indiqué le diplomate palestinien lors d'une conférence de presse à Moscou.

Pas moins de 700.000 Palestiniens ont été chassés de leurs terres, 400 quartiers et villages palestiniens ont été rasés, et 5 millions de Palestiniens vivent encore en exil sans droit de retour, dont une partie dans des camps de réfugiés.

C'est la conséquence de la Déclaration Balfour, lettre rédigée le 2 Novembre 1917



par le ministre britannique des Affaires étrangères de l'époque, Arthur Balfour, dans laquelle il a déclaré le soutien de son gouvernement pour créer «un foyer national pour les juifs en Palestine».

Malgré cette conjoncture difficile, les Palestiniens sont déterminés à poursuivre leur lutte pour recouvrer leurs droits, a ajouté Nofal Abdelhafiz, indiquant que le processus de réconciliation inter palestinienne, entamé le 12 octobre dernier, «est en bonne voie».

«Le 21 novembre prochain, les différentes factions palestiniennes se réuniront à nouveau au Caire pour coordonner leurs actions futures, et ce dans le cadre de la

seconde phase de l'application de l'accord de réconciliation du 12 octobre dernier», a expliqué le diplomate palestinien qui a qualifié de «positifs» les développements engendrés par l'accord entre les mouvements Fatah et Hamas, lequel «a mis fin à plus de 10 ans de tiraillements qui ont laissé, malheureusement, beaucoup de plaies».

L'ambassadeur palestinien a souligné par ailleurs que cette réconciliation entre mouvements palestiniens coïncidait

également avec la commémoration du 13^e anniversaire de la mort du leader historique Yasser Arafat, l'un des fondateurs du Fatah, mort de causes inconnues le 11 novembre 2004 dans un hôpital en France.

Le représentant de la Ligue des Etats arabes à Moscou, M. Malek Mousli, invité lui aussi à cette conférence de presse, a dénoncé à son tour, la Déclaration de Balfour et «ses conséquences désastreuses sur le sort du peuple palestinien».

Il a réitéré à cette occasion l'appel de la Ligue arabe à la création d'un Etat palestinien indépendant et au recouvrement total des droits du peuple palestinien.

PALESTINE Des dizaines de milliers de Palestiniens commémorent à Gaza la mort d'Arafat

Des dizaines de milliers de Palestiniens se sont rassemblés hier à Gaza pour commémorer le 13^e anniversaire de la mort de l'ancien dirigeant historique Yasser Arafat décédé en France en 2004.

Des dizaines de milliers de personnes venues de toute la bande de Gaza ont envahi la place Saraya dans la ville de Gaza dès les premières heures de la journée samedi, des discours étant attendus dans l'après-midi.

Les participants brandissaient des drapeaux palestiniens, des pancartes appelant à l'unité ainsi que des photos



d'Arafat et de l'actuel président palestinien et dirigeant du Fatah, Mahmoud Abbas.

Il s'agit de la première com-

mémoration officielle de la mort d'Arafat dans l'enclave palestinienne depuis 2007.

Yasser Arafat, décédé en

France en 2004, était le fondateur du Fatah qu'il dirigea jusqu'à sa mort.

Le Fatah et Le Hamas ont signé le mois dernier un accord de réconciliation négocié par l'Egypte, en vertu duquel le Hamas devrait céder le pouvoir civil à Gaza avant le 1^{er} décembre.

Le gouvernement d'union palestinien, a pris le contrôle des points de passage entre la bande de Gaza et l'Egypte, cédés par le mouvement palestinien Hamas en vertu de l'accord de réconciliation palestinienne.

RETOUR DE HARIRI AU PAYS:

Le président libanais veut des éclaircissements de Ryadh

Le président libanais Michel Aoun a appelé hier l'Arabie saoudite à «éclaircir les raisons» qui empêchent son Premier ministre démissionnaire Saad Hariri de rentrer au pays, alors que la communauté internationale exprime ses vives inquiétudes quant aux conséquences de cette crise.



Le chef de l'Etat a «invité l'Arabie saoudite (...) à éclaircir les raisons qui entravent le retour de M. Hariri au Liban», a indiqué la présidence dans un communiqué.

Une semaine après l'annonce de sa démission, le retour de M. Hariri au Liban se fait toujours attendre, et le président n'a toujours pas accepté sa démission, assurant qu'il attendait de le rencontrer pour en discuter avec lui.

«Toute position ou mesure qu'il a pu prendre ou qui lui sont imputées (...) sont le résultat de la situation ambiguë et trouble qu'il est en train de vivre en Arabie saoudite, et ne peuvent pas être prises en considération», a indiqué le président Aoun.

En annonçant laisser son poste dans un discours diffusé sur la chaîne à capitaux saoudiens Al-Arabiya, M. Hariri avait dénoncé la «mainmise» de l'Iran et du mouvement libanais du Hezbollah, membre de son gouvernement,

sur les affaires intérieures du Liban.

Vendredi, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a accusé l'Arabie saoudite de «détenir» M. Hariri, qui a la double nationalité, saoudienne et libanaise.

«On lui interdit jusqu'à ce moment de rentrer au Liban», a-t-il lancé.

M. Hariri ne s'est pas exprimé sur ces propos ni sur sa démission depuis le 4 novembre.

Dans ce contexte, le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson a mis en garde vendredi «toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur du Liban, qui utiliserait le Liban comme théâtre de conflits par procuration».

Abondant dans ce sens, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a fait part vendredi de sa «grande inquiétude» face à la crise politique au Liban, assurant multiplier les «contacts» pour éviter une «escalade aux conséquences tragiques».

«J'ai été en contact étroit (cette semaine) au niveau politique et diplomatique avec l'Arabie saoudite, le Liban et plusieurs pays», a déclaré à des journalistes le patron de l'ONU. «C'est un sujet qui représente une grande inquiétude pour nous.

Ce que nous voulons c'est que la paix soit préservée au Liban.

Il est essentiel qu'aucun nouveau conflit survienne dans la région qui pourrait avoir des conséquences dévastatrices.

Dans le même temps, il est important de préserver l'unité, la stabilité du Liban et le fonctionnement des institutions libanaises», a-t-il ajouté.

«Nous sommes très inquiets et nous espérons ne pas voir une escalade dans la région qui aurait des conséquences tragiques», a insisté Antonio Guterres, sans préciser la teneur des entretiens qu'il a eus avec les parties au conflit. Comme pour répon-

dre à Hassan Nasrallah du Hezbollah qui a accusé l'Arabie saoudite de «détenir» M. Hariri, la France par la voix de son chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian, affirmait sur la radio Europe 1, que le Premier ministre démissionnaire libanais Saad Hariri «est libre de ses mouvements» en Arabie saoudite, où il se trouve, et il importe que «lui-même fasse ses choix».

La France souhaite qu'il «dispose de toute sa liberté de mouvement et soit pleinement en mesure de jouer le rôle essentiel qui est le sien au Liban», a souligné dans la foulée un porte-parole du Quai d'Orsay.

M. Hariri, qui était proche du pouvoir saoudien, n'est pas rentré au Liban depuis et sa démission n'a toujours pas été acceptée par le président Michel Aoun comme le veut la procédure.

L'annonce du départ du Premier ministre avait pris de court l'ensemble de la classe politique libanaise qui réclame avec insistance son retour à Beyrouth.

Le fait d'avoir annoncé sa démission de Ryadh a fait dire à des médias et responsables au Liban que M.

Hariri avait été contraint de prendre cette décision et qu'il n'était pas libre de ses mouvements, d'autant que l'annonce a coïncidé avec l'arrestation de dizaines de princes, de ministres et d'hommes d'affaires dans une purge sans précédent en Arabie saoudite.

IRAK

Les forces irakiennes lancent une offensive pour libérer des villages proches d'al-Qaïm

Les forces irakiennes ont lancé hier une offensive sur la dernière poche du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) dans les villages de Roummana et le district de Rawa, proche de la localité d'al-Qaïm.

Appuyées par des combattants tribaux, les troupes gouvernementales «ont lancé une vaste offensive pour libérer Roummana et le district de Rawa», a indiqué le général Abdelamir Yarallah, en charge des opérations, dans un communiqué.

Roummana est un village proche de la localité d'al-Qaïm, cœur du dernier bastion terroriste d'Irak repris le 3 novembre par les troupes irakiennes, tandis que Rawa est la dernière localité encore tenue par les terroristes de Daech.

YÉMEN:

Poursuite du blocus malgré la réouverture du port d'Aden (ONU)

La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen bloque toujours l'arrivée de l'aide humanitaire, malgré une réouverture du port d'Aden (sud) et d'un point de passage terrestre, a annoncé l'ONU.

«Les mouvements humanitaires vers le Yémen restent bloqués», a déclaré vendredi Russell Geake, un porte-parole du Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

«La réouverture du port d'Aden n'est pas suffisante. Nous devons voir levé le blocus de tous les ports, en particulier Hodeïda, pour les importations à la fois humanitaires et commerciales», a-t-il poursuivi.

La coalition avait fermé lundi les frontières du Yémen en réponse à un tir de missile durant le week-end précédent par des rebelles houthis yéménites pro-iraniens, intercepté près de Ryad et condamné par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires de l'ONU, Mark Lowcock, a évoqué cette semaine devant le Conseil le risque de «la plus grande famine» de ces dernières décennies, avec des «millions de victimes», si le blocus imposé par Ryad n'était pas levé. La coalition a rouvert mercredi le port d'Aden, contrôlée par les forces yéménites, puis jeudi le point de passage de Wada'a à la frontière saoudo-yéménite. Mais selon M. Geake, aucune aide n'a encore transité par Aden et la réouverture du point de passage de Wada'a n'a pas eu d'impact sur les opérations de l'ONU. Le blocus entrave également l'assainissement de l'eau et cela peut avoir un impact sur près de 6 millions de personnes vivant dans des districts à haut risque de choléra, selon la responsable de l'Unicef au Yémen, Merixtell Relano.

Pour l'ONU, le Yémen constitue la première des crises humanitaires mondiales, avec 17 millions de personnes nécessitant de l'aide alimentaire dont 7 millions risquent la famine.

Entre le 27 avril et le 8 novembre 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a enregistré 913.741 cas suspects de choléra et 2.196 décès liés à cette maladie, même si le nombre de cas est en diminution depuis plusieurs semaines.

RUSSIE-CHINE

Les présidents Xi et Poutine s'engagent à renforcer leur coopération à l'échelle régionale et internationale

Le président chinois, Xi Jinping a rencontré vendredi à Da Nang (Vietnam) son homologue russe Vladimir Poutine, afin de discuter du renforcement de leurs relations et de leur coopération bilatérale sur les questions régionales et internationales.

Les deux chefs d'Etat se sont rencontrés en marge de la 25e Réunion des dirigeants économiques de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec), qui se tient dans la ville de Da Nang.

Évoquant ses nombreuses rencontres avec M. Poutine, le président Xi a déclaré que leurs efforts pour faire franchir une nouvelle étape aux relations sino-russes, qui se développent de manière stable

et régulière depuis longtemps déjà, s'étaient avérés très fructueux. Rappelant que la Chine et la Russie se sont toujours soutenues l'une l'autre dans la défense de leurs intérêts nationaux fondamentaux, et n'ont cessé de renforcer leur confiance politique mutuelle, M. Xi a souligné que les deux pays sont des partenaires stratégiques liés par une véritable confiance mutuelle.

«Le partenariat stratégique global de coordination Chine-Russie a donné au monde un bon exemple, en définissant un nouveau modèle de relations internationales basées sur le respect mutuel, l'équité, la justice et la coopération mutuellement bénéfique», a indiqué le président chinois. M. Poutine a félicité M.

Xi pour le succès du 19e Congrès du Parti communiste chinois, et s'est engagé à toujours considérer le développement du partenariat russo-chinois comme une priorité de son pays.

«La Russie est prête à renforcer sa coopération avec la Chine dans les affaires régionales et internationales, à améliorer sa communication et sa coordination avec la Chine dans le cadre des structures multilatérales comme l'APEC, et à promouvoir la construction de l'Accord de libre-échange Asie-Pacifique», a déclaré M. Poutine.

Les deux dirigeants ont également échangé des points de vue sur des questions d'intérêt commun, dont la situation dans la péninsule de Corée.

TUNISIE

La Tunisie prolonge l'état d'urgence de trois mois

L'état d'urgence instauré en Tunisie il y a deux ans après une série d'attentats jihadistes sanglants a de nouveau été prolongé, cette fois de trois mois, a annoncé vendredi la présidence tunisienne.

«Après des consultations avec le chef du gouvernement et le président du Parlement, le président de la République a décidé de prolonger l'état d'urgence sur tout le territoire pour trois mois à compter du 12 novembre», a indiqué la présidence dans un communiqué.

En vigueur depuis un attentat contre la garde présidentielle le 24 novembre 2015 en plein Tunis (12 agents tués), l'état d'urgence a déjà été prolongé plus d'une dizaine de fois depuis février 2016.

Cette mesure octroie des pouvoirs d'exception aux forces de l'ordre.

Elle permet notamment l'interdiction des grèves et des réunions «de nature à provoquer (...) le désordre» ou encore l'adoption de mesures «pour assurer le contrôle de la presse».

La dernière attaque de grande ampleur en Tunisie remonte à mars 2016, lorsque des dizaines de terroristes avaient attaqué des installations sécuritaires à Ben Guerane, dans le sud du pays, mais des démantèlements de cellules terroristes sont régulièrement annoncés.

Le 1er novembre, deux policiers ont été poignardés devant le Parlement par un extrémiste. L'un d'entre eux a

succombé à ses blessures et cette attaque a relancé le débat sur un projet de loi dit de «protection» des forces armées (policiers, gendarmes et militaires), très critiqué par la société civile. Depuis la révolution qui a renversé la dictature en 2011, la Tunisie a dû faire face à un essor de la mouvance terroriste qui a fait plusieurs dizaines de morts, notamment des policiers, des militaires et des touristes étrangers.

En plus de l'attentat contre la garde présidentielle, deux autres attaques majeures également avaient eu lieu en 2015, respectivement à Tunis et à Sousse (est).

Soixante personnes, dont 59 touristes étrangers, avaient été tuées.

MOZAMBIQUE Le Mozambique ratifie l'Accord de Paris sur le changement climatique

Le parlement mozambicain a procédé mercredi à la ratification de l'accord de Paris sur le changement climatique.

L'accord de Paris a été adopté par consensus à la 21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Paris en 2015.

Le président du parlement mozambicain a déclaré que la ratification de l'Accord de Paris était consensuelle entre les trois partis représentés à l'Assemblée.

Le Mozambique sera tenu de fournir des informations sur sa contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre tous les cinq ans.

SELON UN COMMUNIQUÉ RENDU PUBLIC SUR SON SITE OFFICIEL L'ONU privilégie une approche régionale plutôt que mondiale sur la question des réfugiés climatiques

Les Nations unies et ses partenaires privilégient une approche régionale plutôt que mondiale face à la question de la création d'un statut de réfugié climatique, alors que le nombre de personnes déplacées dans le monde à cause d'événements liés au changement climatique ne cesse d'augmenter, selon un communiqué rendu public mercredi par l'ONU sur son site officiel. La moyenne annuelle de déplacements liés aux catastrophes a été de 25,3 millions de personnes dans le monde entre 2008 et 2016, selon des chiffres du Conseil norvégien pour les réfugiés.

Les cinq pays les plus affectés proportionnellement à leur population sont tous des États insulaires.

Il s'agit de Cuba, des Fidji, des Philippines, de Tonga et du Sri Lanka.

"Au cours de cette saison des ouragans, nous avons vu le déplacement de 1,7 million de personnes à Cuba, soit l'équivalent de 15% de sa population", a noté la responsable du programme humanitaire d'Oxfam en République dominicaine, Camila Minerva, lors d'une conférence de presse sur la mobilité humaine et le changement climatique à la Conférence sur le climat (COP 23), à Bonn, en Allemagne.

"Les plus pauvres et les plus marginalisés sont cinq fois plus susceptibles d'être déplacés et de le rester plus longtemps que les personnes vivant dans les pays à revenu élevé, et ce phénomène s'accroît avec le changement climatique", a souligné Mme Minerva.

Mariam Traoré, experte sur les questions de migration, environnement et changement climatique à l'Agence des Nations Unies sur les migrations (OIM), a déclaré de son côté qu'il était important de se rappeler qu'au-delà des catastrophes l'effet lent du changement climatique pousse aussi des gens à se déplacer et à émigrer, parfois de manière forcée.

"Le statut légal de réfugié est prévu par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, qui énonce très clairement les raisons pour lesquelles vous obtenez ou non votre statut de réfugié, qui est essentiellement la persécution.

Dans le contexte du déplacement causé par les changements climatiques, il pourrait y avoir des cas de persécution où ce statut de réfugié pourrait s'appliquer, mais dans la plupart des cas, ce n'est pas le cas", a expliqué Marine Franck, chargée de programme à la Division de la protection internationale de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

ENVIRONNEMENT

Guterres appelle à accélérer l'action climatique

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour aider les pays à faire face aux chocs climatiques.

Le chef de l'ONU a déclaré lors d'une conférence de presse au siège des Nations unies à New York qu'il se rendra à Bonn, en Allemagne, pour participer à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP23), où il exhortera les États à faire plus d'efforts pour accélérer l'action climatique et accroître l'ambition d'en faire plus.

"La fenêtre d'opportunité pour atteindre l'objectif de 2 degrés peut se fermer dans 20 ans ou moins, et nous n'aurons peut-être que cinq ans pour réduire la courbe des émissions à 1,5 degré", a prévenu le secrétaire général, soulignant la nécessité d'une réduction de 25% des émissions d'ici 2020.

Le renforcement du financement de l'action climatique est une autre urgence mise en exergue par M. Guterres qui a appelé à la mobilisation annuelle de 100 milliards de dollars pour les pays en développement.

Le secrétaire général a également déclaré qu'il convoquera en septembre 2019 un sommet sur le climat pour "mobiliser l'énergie politique et économique au plus haut niveau".

Guterres réclame de "relever les ambitions"

Le patron de l'ONU, Antonio Guterres, a estimé vendredi que le monde devait "intensifier ses actions" pour limiter l'impact négatif du réchauffement de la planète et "relever les ambitions" pour y parvenir. En indi-



quant se rendre à Bonn en Allemagne pour participer à la COP 23, le secrétaire général de l'ONU a précisé, lors d'un point-presse, qu'il défendrait devant les délégués plusieurs champs d'action.

La possibilité de réaliser l'objectif d'un réchauffement limité à 2 degrés pourrait disparaître dans 20 ans ou moins alors qu'il faut réduire de 25% supplémentaires les émissions de gaz d'ici 2020, a-t-il ainsi souligné.

"Nous devons aussi faire davantage pour aider les pays à faire face aux chocs climatiques, notamment les plus vulnérables".

Dans le domaine financier, il faut réunir les 100 milliards de dollars prévus chaque année pour les pays en voie de développement, une action "cruciale

pour établir la confiance".

"Nous devons faire davantage" aussi en matière de partenariats, a poursuivi le secrétaire général, en se félicitant de l'implication de différents acteurs à différents niveaux mais par le même souci de limiter le réchauffement de la planète. Antonio Guterres a enfin rappelé qu'il entendait convoquer un sommet Climat en septembre 2019 "afin de mobiliser les énergies politiques et économiques aux plus hauts niveaux".

Les négociations en cours à Bonn se poursuivent jusqu'à mercredi avec des délégués de 197 États, qui céderont ensuite la place à des responsables politiques - ministres, chefs d'État, et côté américain un diplomate.

COLOMBIE :

La paix, une chance pour l'environnement

Le président colombien Juan Manuel Santos a vanté vendredi à Londres le processus de paix avec la guérilla marxiste des Farc comme une occasion unique de préserver la biodiversité de son pays mise à mal par des décennies de conflit armé.

En novembre 2016, le gouvernement et les Farc ont signé un accord de paix mettant un terme à 53 ans de conflit armé qui a fait 60.000 disparus et 7,1 millions de déplacés, selon les chiffres officiels.

Mais les violences, de même que les activités criminelles des narcotrafiquants, ont eu des conséquences dramatiques sur l'environnement, entre activité minière illégale, attentats contre des oléoducs ou forêts abattues pour les cultures illicites de

drogue. "L'environnement a été l'une des grandes victimes de la guerre", a déclaré le président Santos, après avoir reçu à Londres la médaille internationale Kew, récompensant son travail pour la protection de la biodiversité.

"Le nombre de barils de pétrole déversés dans nos rivières et nos mers (en raison du conflit) représente 14 fois (la marée noire) de l'Exxon Valdez", a souligné le dirigeant, prix Nobel de la paix pour ses efforts en faveur de la réconciliation du pays.

La guerre a provoqué une "énorme catastrophe environnementale", a-t-il insisté.

"J'ai mené une croisade pour ramener la paix en Colombie, pour réconcilier les Colombiens, mais aussi pour nous réconcilier avec l'environnement", a-t-il dit.

"L'avenir de la Colombie dépend en grande partie de la façon dont nous protégeons notre biodiversité".

Selon le ministre de l'Environnement colombien, Luis Gilberto Murillo, "la paix a créé les conditions propices à une meilleure protection de l'environnement" en permettant de toucher des zones que la guerre rendait inaccessibles.

Même si, a-t-il dit, des violences persistantes, dues notamment au narco-trafic, continuent d'entraver cette politique de protection de l'environnement.

Reste que l'arrêt des violences est aussi à l'origine de nouvelles menaces pour les écosystèmes colombiens, note Mauricio Diazgranados, un chercheur de l'institut de recherche Kew Science, dans

une étude publiée en ligne.

"La combinaison d'une amélioration de la sécurité dans de nombreuses zones auparavant inaccessibles et d'un développement (économique, et notamment agricole) rapide fait payer un lourd tribut aux ressources naturelles du pays.

En moins de deux ans, près de 1,5 million d'hectares d'écosystèmes naturels ont été dégradés", avance-t-il.

Après la guerre, "la question est maintenant de savoir comment la biodiversité peut survivre au développement", conclut-il.

La Colombie, un des pays les plus riches en biodiversité, recèle 91 types d'écosystèmes, 1.937 espèces d'oiseaux, 537 de reptiles ou encore 25.163 variétés de plantes, selon ce chercheur.

CHINE :

Les véhicules seront interdits dans les petites ruelles traditionnelles

Les autorités de Pékin compte interdire aux véhicules motorisés de rouler dans des ruelles étroites traditionnelles telles dans les hutong dans le cadre des efforts pour embellir le centre-ville, a rapporté l'agence Chine nouvelle.

Une directive révélée par la Commission municipale de la gestion urbaine de Pékin a appelé au nettoyage des ruelles dans la zone centrale, définie comme regroupant les zones au sein du deuxième périphérique où des architectures historiques, des cours traditionnelles et des hutong sont concentrés.

Les véhicules motorisés, incluant les motos, seront interdits de se garer dans les ruelles ayant une largeur de moins de cinq mètres, et devront éviter de rouler dans ce genre de passages.

Les ruelles, d'une largeur de cinq à

neuf mètres, autoriseront la circulation dans un seul sens.

Les ruelles des hutong de plus de neuf mètres de large pourront être ouvertes à la circulation dans les deux sens mais une voie d'urgence de 3,5 mètres de large devra être conservée.

Il s'agit de la dernière campagne des autorités pékinoises pour restreindre la croissance de la population et délocaliser les fonctions non capitales dans le cadre d'efforts pour devenir une capitale nationale de rang mondial caractérisée par un riche patrimoine.

Selon la directive, Pékin aménagera un total de 2.435 rues d'ici trois ans.

Les travaux ont commencé en avril, avec la démolition de constructions illégales, la préservation de sites historiques, la rénovation d'anciens bâti-



ments et l'apport de végétation. Un hutong (en chinois) est un ensemble constitué de passages étroits et des ruelles.

BELGIQUE

L'univers du créateur de Tintin aux enchères le 18 novembre à Paris

Des lithographies, des journaux, des albums rares, des figurines et surtout quelques oeuvres originales d'Hergé, le créateur de Tintin, seront mis aux enchères le 18 novembre à Paris.

Clou de la vente, organisée par la maison Artcurial, un dessin en couleur signé Hergé pour la couverture du journal le Petit Vingtième publié le 14 février 1939.

Cette oeuvre, à l'encre de Chine et aquarelle, est estimée entre 600.000 et 800.000 euros.

Le dessin (20,50 x 21 cm) représente Tintin et Milou se faisant escorter par un majordome au palais royal de Syldavie, le royaume (imaginaire) du «pélican noir».

La maison de vente propose également les deux premiers strips de l'Etoile mystérieuse tels qu'ils furent publiés dans le quotidien belge Le Soir en octobre 1941.

Réalisés sur papier, à l'encre de Chine, crayon bleu et gouache, ces deux strips originaux (23,50 x 47,50 cm) sont estimés entre 300.000 et 400.000 euros. Ces strips qui correspondent à la première planche diffèrent légèrement de la version qui sera publiée en album par Casterman en 1942.

On voit Tintin et Milou marcher au coeur de la nuit dans une rue quasiment déserte.

Tintin, la tête tournée vers le ciel, observe une étoile filante. Milou, perdu dans ses pensées, se heurte à un



poteau et se retrouve la tête entourée d'étoiles.

Parmi les autres oeuvres originales, il y a un crayonné d'une demi-planche des «Bijoux de la Castafiore».

Cette demi-planche (20,50 x 33,40 cm) est estimée entre 55.000 et 65.000 euros. Parmi les albums mis à l'encan, figure une édition originale, dédiée par Hergé en 1953 pour le dessinateur belge Henri Ghion, d'«Objectif Lune».

Cet album est également signé et dédié par plusieurs astronautes américains des missions Apollo.

Buzz Aldrin, pilote du module lunaire d'Apollo 11, deuxième homme à avoir marché sur la Lune écrit: «Premier marcheur sur la Lune après Tintin» («First moonwalker after Tintin»).

L'album est estimé entre 8.000 et 12.000 euros.

FRANCE

Les prochaines aventures d'Astérix auront lieu en Chine dans un film annoncé pour fin 2020

Les prochaines aventures des héros français de BD Astérix et Obélix auront lieu en Chine dans un nouveau film prévu pour fin 2020, ont indiqué vendredi les éditions Albert René.

«Cette histoire originale emmènera nos deux irréductibles Gaulois sur des terres encore jamais explorées: cap vers la Chine !», indique la maison d'édition, filiale du groupe Hachette Livre, sans préciser qui réalisera et jouera dans la nouvelle oeuvre.

Ce film en prises de vue réelles ne sera pas une adaptation, les personnages créés par Albert Uderzo et René Goscinny n'ayant jamais mis les pieds dans les bandes dessinées. Cette annonce survient alors que le 37e album d'Astérix («Astérix et la Transitalique») sorti le 19 octobre, s'est déjà vendu à 2 millions d'exemplaires.

Depuis sa création, en 1959, 370 millions d'albums d'Astérix ont été vendus dans le monde. Les albums ont été traduits au total dans 111 langues et dialectes. A l'écran,



Astérix a été incarné successivement par les acteurs français Christian Clavier, Clovis Cornillac et Edouard Baer tandis qu'Obélix a été incarné par Gérard Depardieu.

Le dernier film avec les «irréductibles Gaulois» a été «Astérix et Obélix: au service de sa majesté» en 2012.

CINÉMA :

Le PDG de la société de Luc Besson part après la déception «Valérian»

La société de production de cinéma de Luc Besson, Europacorp, en difficulté depuis la performance décevante du film «Valérian», se sépare de son PDG, Marc Shmuger, a annoncé le groupe vendredi.

«Marc Shmuger a annoncé qu'il cesserait sa mission de PDG, le 31 décembre 2017, comme le prévoyaient les termes de son contrat», selon un communiqué.

Il avait rejoint Europacorp début 2016, succédant à Christophe Lambert, pour une mission de six mois, qui a été prolongée plusieurs fois, et était basé au bureau américain du groupe à Los Angeles.

Le responsable, qui a passé plus de deux décennies dans les instances diri-



geantes de Sony Pictures et Universal Pictures, «pour suivre une collaboration étroite avec Europacorp en tant que senior advisor et producteur d'Anna, le prochain film réalisé par Luc Besson», précise le groupe.

M. Shmuger s'était

efforcé de renforcer la solidité financière du groupe avec des ventes d'actifs.

Il a conclu une nouvelle levée de fonds importante avec l'entrée au capital du groupe chinois Fundamental Films, et réduit les frais généraux

d'un tiers, rappelle Europacorp.

Il a aussi arrêté l'inflation des coûts de distribution aux Etats-Unis en passant un accord de distribution avec STX.

Mais le pari financier que représentait «Valérian», film de science-fiction à gros budget, et ses résultats mitigés ont pesé sur le groupe.

Malgré un box-office de plus de 225 millions de dollars, la contre-performance du film de science-fiction sur le marché clé des Etats-Unis laisse le groupe dans un grand besoin de financement.

Après une perte record de 120 millions d'euros pour 2016/17, Europacorp a prévu en octobre que l'exercice en cours devrait aussi se terminer dans le rouge.

Une semaine d'activités culturelles (rétrospective)



Le paysage culturel de la semaine écoulée aura été marqué par la disparition du cinéaste Mahmoud Zemmouri et du doyen des plasticiens Salah Hioun, au delà d'autres activités liées au 22e Salon international du livre d'Alger (Sila), au centenaire de la naissance de Mouloud Mammeri, au cinéma, la musique, la danse et au patrimoine architectural.

- Décès samedi à Paris de l'acteur, réalisateur et scénariste algérien Mahmoud Zemmouri et du doyen des plasticiens Salah Hioun qui s'est éteint mardi à Alger, à l'âge de 81 ans.

- Clôture, samedi dernier à la salle Ibn Khaldoun, à Alger des "Rendez-vous cinématographiques d'Alger" (2 - 4 novembre), organisés dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre la wilaya d'Alger et la région Ile-de-France.

- Poursuite des 2e Journées nationales de danse moderne, ouvertes vendredi soir à la maison de la Culture "Kateb-Yacine" de Sidi Belabbès, avec la participation de 40 danseurs et ballerines de plusieurs wilayas d'Algérie.

- Semaine culturelle belgo-algérienne, organisée depuis vendredi à la commune de Saint-Josse-ten-Noode dans la région bruxelloise, pour commémorer le 63ème anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale.

- Clôture dimanche au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), du 22e Salon international du livre d'Alger, ouvert le 26 octobre dernier.

- Le colloque international de trois jours sur la vie et l'œuvre de l'écrivain, anthropologue et linguiste Mouloud Mammeri, clôturé dimanche à Alger.

- Clôture lundi au palais de la Culture Abdelkrim-Dali de Tlemcen du Festival national de musique hawzi avec un concert animé par l'orchestre régional de musique andalouse de Tlemcen.

- "Villes et campagnes dans l'Emirat de Tlemcen au Moyen Age", thème d'une table ronde tenue mardi à l'université "AbouBakr-Belkaid" de Tlemcen dans le cadre d'un programme de coopération algéro-français.

- "Il y a cent ans en Algérie", une exposition de photographies du Centre culturel de documentation saharienne (Ccds), retraçant le périple de deux pères blancs, à travers les oasis algériennes en 1903, inaugurée jeudi au Centre des arts du Palais des Rais-Bastion 23.

- Concert de musique Hawzi, animé jeudi à Alger, au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria, par le chanteur M'hamed Yacine.

Programme de la soirée

TF1 20:55

Fast & Furious

7

Réalisateur : James Wan
Avec : Vin Diesel, Paul Walker
Date de sortie : 1 avril 2015



A Londres, le criminel Deckard Shaw, au chevet de son frère Owen, grièvement blessé, promet de le venger. En Californie, Dominic espère toujours que Letty retrouvera la mémoire, tandis que Brian est confortablement installé dans sa vie de famille. De son côté, Luke Hobbs se retrouve confronté à Deckard Shaw, venu consulter l'ordinateur du commissariat. La rencontre est pour le moins musclée. Peu de temps après, une bombe explose devant la maison de Brian et Mia.

France 2 20:55

Les femmes du 6e étage

Réalisateur : Philippe Le Guay
Avec : Fabrice Luchini, Sandrine Kiberlain



Les Joubert forment un couple bourgeois dans la France des années 1960. Dans leur immeuble parisien, les employées de maison sont presque toutes originaires d'Espagne. Elles vivent au sixième étage. Comme la leur vient de démissionner, les Joubert recrutent une nouvelle domestique. Il s'agit de Maria, tout juste arrivée en France. Aidée par les bonnes de l'immeuble, Maria va peu à peu faire sa place.

France 3 20:55

Les enquêtes de Vera

Réalisateur : Lee Haven Jones
Avec : Brenda Blethyn, Noof McEwan



Jamie, un étudiant qui vient de commencer un journal intime vidéo, chute du dernier étage d'un bâtiment abandonné de son université. Vera et Healy se rendent sur place pour mener l'enquête. Mais la direction universitaire refuse de les laisser monter dans le bâtiment. Shona, témoin du drame qui a prévenu la sécurité, s'interroge sur les responsabilités de ses employeurs. Lors de l'autopsie, Tony remarque que Jamie a été agressé physiquement peu de temps avant de tomber. Hitcham découvre que la victime se donnait du mal pour cacher sa véritable identité.

CANAL+ 21:00

Le K Benzema

Réalisateur : Damien Piscarel



Trois fois vainqueur de la Ligue des champions avec le Real Madrid, Karim Benzema compte 81 sélections en équipe de France. Pour autant, l'attaquant des Merengues n'a plus été sélectionné chez les Bleus depuis les révélations de l'affaire du chantage à la "sextape" concernant l'international tricolore Matthieu Valbuena. Si le talent du joueur formé à Lyon est reconnu de ses pairs et des spécialistes du ballon rond, c'est l'attitude du joueur qui fait parfois débat. Dans ce documentaire-portrait, Damien Piscarel donne la parole au footballeur qui évoque ainsi tous les sujets. D'autres figures du football comme son entraîneur Zinedine Zidane, son partenaire Cristiano Ronaldo, mais également des sociologues et des journalistes donnent leur avis sur le cas Benzema.

6 21:00

Zone interdite

MAGAZINE DE SOCIÉTÉ 205 épisodes



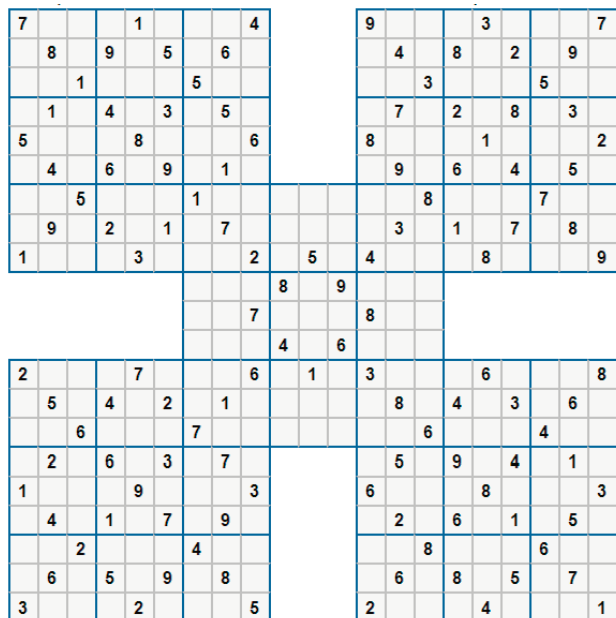
De Rennes (Ille-et-Vilaine) à Paris en passant par Coulommiers (Seine-et-Marne) et Bordeaux (Gironde), rencontre avec des personnes transgenres au cours de leur transition. Isaac, 14 ans, est née fille mais s'est toujours sentie mal dans son corps. Comment ses parents le soutiennent-ils ? Laura, 24 ans, fait, quant à elle, une transition de garçon à fille et décrit son parcours sur YouTube. Cédric, 18 ans, souhaite quitter son corps féminin mais sa décision ne sera pas sans conséquences. Iris, 21 ans, veut aller jusqu'au bout pour se sentir en harmonie avec son corps. Jackie, 60 ans, était un homme marié avant de devenir une femme divorcée.

Jeux

Samourai-Sudoku n°1717

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



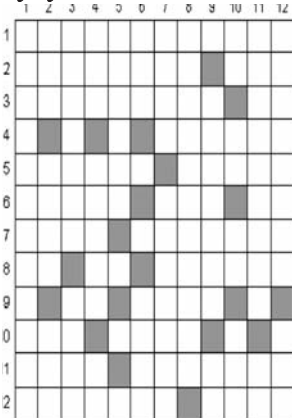
"Nous fabriquons nous-mêmes nos mystères. La vie est beaucoup moins compliquée que l'on ne croit, et elle dénoue elle-même ce qui nous paraît enchevêtré."

* Maurice Leblanc

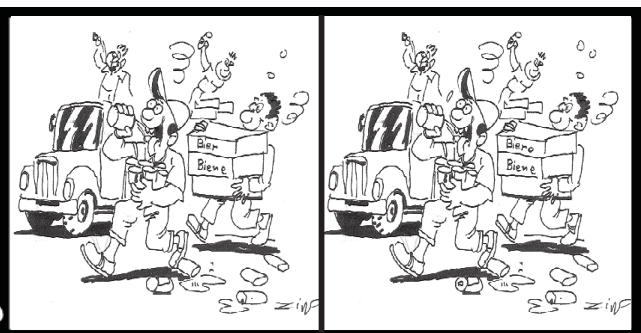
Mots croisés n°1717

- Verticalement :**
1. Pique-niquer
 2. Machine - Hardi
 3. Cultes de manière à prendre une couleur dorée - Historique
 4. Eclorre
 5. Halte - Pleurer
 6. Aumône - Sigle de l'angl. Human Immuno- Deficiency Virus - Note
- Horizontalement :**
1. Ch.-I. de c. des Yvelines
 2. Petite pomme - FI.
 2. Espagne - Plante potagère à bulbe
 3. Vingtième lettre de l'alphabet grec - Fondatrice américaine du mouvement Science chrétienne
 4. Circonstance - Hasards - Osmium
 5. Sarcasme
 6. Chlorure de sodium - Enfant

7. Boîte - Harem
8. Cale en forme de V - Or - Ruinés
9. En les - Met qqch en mouvement
10. Garçon d'écurie - Durillons
11. Ile allongée près de Venise - Pierre
12. Relatif au palais de l'Elysée - Dirige
7. Ce qui est à lui - Toute particule subatomique de masse supérieure à celle du proton
8. Oléfiante
9. Unité de mesure d'équivalent de dose d'une radiation ionisante - Lumen
10. Drame japonais - Thullium - Cadmium - Atoll
11. Fleurettiste - Pronom indéfini
12. Etat de distraction (pl.) - Mammifère équidé



Terreurs



animal marin perte de repères	↓	tissus de chemises gros saucissons	↓	droit d'entrée s'esclaffer	↓	cancre sous-bois nettoyé	↓	détester mise en ordre	↓	rêve pré-monoitoire expressions	↓	porteurs d'informations	↓
↓		↓		↓		↓		↓		↓			
œuvres de lictier bronze-ras	→											début de roman	
↓						très mé-content écorce légère	→					↓	
fond de navire verre de bière	→				boisson de pub fourneau du chef	→			partie d'année ravigoté	→			
↓				sup-plièrent	↓								dirigeras le match
	convie	→		tordras	↓			plus fort que le roi nacré-ront	→		bruit de tambour célébrez	→	↓
réussira à loger	↓	union par collage				liqueur forte	→	↓		renfort de sabot qualité d'être	↓		
↓						sommets	↓						extrémité d'intestin
déqrin-golé		franchise	→										↓
↓		emplois	↓										
			régle nationale	→			sinquai	→					
			alliés	↓			marque d'infinif	↓					
établi de boucher fleur de Mars	→				firent un pari petite fenêtre	→							
↓					↓					couleur de ciel palmier à huile	→		
choisirais parfumas à la badiane	→					désert de cailloux cachera (se)	→				pointe de rose	→	
↓						feuilles de fer	↓				rideau	↓	
						concret	↓						marierait
c'est le césium	→		vamp de la mer	→						abattit criera comme un lion	→		↓
équipe			porte	↓	enchâs-serons convien-dra bien	→							
↓					↓								
premiè-res lettres	sonder	→						aiqri	→				bon mouillage
↓	réfutée	↓						partie du four	↓				↓
										dirige a	→		
										cassant	↓		
antique génisse chanteur luthique	→		préposi-tion léger ennui	→		joliment coloré île de Charente	→				révolu-tion arçon du labo	→	
↓			↓		ronchon-nerais	↓					↓		
enfilé pour voir	→						vieux jeu de cartes	→					

954 : Sacre du roi des Francs Lothaire.
 1890 : « Toast d'Alger ».
 1920 : Traité de Rapallo.
 1927 : Exclusion de Léon Trotski du Parti communiste de l'Union soviétique..
 1956 : Admission de la Tunisie à l'ONU.
 1964 : Avènement du grand-duc Jean de Luxembourg.
 1975 : Admission des Comores à l'ONU.
 1990 : Intronisation de l'empereur du Japon Akihito.
 Célébrations :
 Journée mondiale de la pneumonie.
 Azerbaïdjan : Journée de la Constitution adoptée en 1995.
 Taïwan : Journée anniversaire de Sun Yat-sen.

4	7	1	3	7	8	5	8	2	3
5	6	7	3	7	8	2	6	9	4
9	2	8	4	6	3	7	5	1	
8	4	1	3	7	9	2	8	5	
3	5	7	2	4	8	9	1	6	
2	8	9	5	1	6	4	3	7	
1	6	4	8	9	5	3	7	2	
7	9	2	1	3	4	5	6	8	
8	3	6	5	6	2	7	1	4	
					9	8	3	6	
					2	1	7	5	
					4	6	6	7	
1	7	5	9	3	6	8	2	4	
8	9	2	4	1	7	6	3	5	
6	3	4	2	5	8	7	9	1	
4	2	6	3	7	9	1	5	8	
7	1	9	5	6	2	4	3	7	
5	6	3	1	8	4	9	7	2	
3	8	6	7	4	5	2	1	9	
2	5	7	6	9	1	4	8	3	
9	4	1	8	2	3	5	6	7	
					2	4	8	6	
					1	7	1	6	
					3	5	9	7	
					1	6	7	4	
					4	3	5	2	
					9	8	2	5	
					1	4	9	5	
					6	1	6	8	
					5	2	3	7	
					4	6	7	9	
					1	3	2		
					3	6	9	2	
					8	4	5	3	
					4	3	9	7	
					5	2	3	6	
					6	9	8	1	
					1	3	6	7	
					2	5	4	8	
					9	6	8	7	
					1	3	8	2	

DAMASQUINAGE
ECUMEUX■AMES
STEATOMES■NS
HI■R■IAXARTE
OFFRE■LARCIN
U■RETS■CD■L■
LIAS■ESTELLE
ILI■FRAISIER
E■CREDIT■ESE
REHE■ETUDES■
EDENTA■DOSER
SE■EMULES■SA

[illegible]

HANDBALL / DIVISION EXCELLENCE DAMES : (2^E JOURNÉE) : Résultats et classement

Résultats et classement à l'issue des rencontres de la 2^e journée du championnat d'Algérie de handball, division Excellence dames, disputées vendredi et hier.

HBCF Arzew - HHB Saïda 19 - 24
NRF Constantine - HC Mila 30 - 23
HBC El Biar - JS Auzellaguen 31 - 17
GS Pétroliers - US Akbou 34 - 25
CHB Bachjarah - ASKAF Constantine 25 - 24

Classement : Pts J 1.

HBC El Biar 4 2 - NRF Constantine 4 2 3.
HHB Saïda 3 2 - CHB Bachjarah 3 2 5.
GS Pétroliers 2 1 - HBCF Arzew 2 2 7.
ASFAK Constantine 0 1 - US Akbou 0 2 - JS Auzellaguen 0 2 - HC Mila 0 2.

BASKET-BALL / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS (DAMES) : Le GS Pétroliers dans la poule A

Les joueuses algériennes du GS Pétroliers ont été versées dans la poule A du Championnat d'Afrique des clubs champions 2017 qui a débuté hier à Luanda, selon le tirage au sort effectué vendredi soir dans la capitale angolaise.

Les Algériennes ont été placées aux côtés de quatre autres clubs.

Il s'agit d'InterClube (Angola), As Vita Club (RD Congo), Equity (Kenya) et First Bank (Nigeria) alors que la poule B regroupe quatre clubs, à savoir Ferroviario de Maputo (Mozambique), DCMF (RD Congo), Primeiro de Agosto (Angola) et Kenyan Ports Authority (Kenya).

Pour le compte de la première journée prévue samedi (19h00), les Algériennes seront opposées à InterClube.

Lors de la précédente édition au Mozambique, les Algériennes avaient atteint les quarts de finale avant de s'incliner finalement 69-57 face à Ferroviario de Maputo.

TENNIS / TOURNOI «FUTURES 35» EN TUNISIE (QUALIFICATIONS) : L'Algérien Hassan face à un Italien au premier tour

Le tennisman algérien Mohamed Hassan était opposé hier à l'Italien Gabriele Nardelli au premier tour de la phase qualificative du tournoi international seniors "Futures 35", qui se dispute à Hammamet (Tunisie) du 11 au 19 novembre.

En cas de victoire, le vice-champion d'Algérie 2017 défiera l'Égyptien Samy Grace, tête de série N.5 et exempté du premier tour.

L'autre Algérien Mohamed Ali Abibsi, qui s'est porté candidat, s'est désengagé au dernier moment, préférant participer à d'autres compétitions avant la clôture de la saison tennistique 2017.

Plusieurs athlètes relativement bien classés dans le ranking mondial sont présents à ce tournoi, notamment les Espagnols Carlos Boluda-Purkiss (344^e mondial) et Marc Giner (353^e mondial).

Cette compétition, destinée uniquement aux messieurs, est dotée d'un prize-money de 15.000 USD et se déroule sur les courts en terre battue de l'hôtel Sentido Phenicia - Hammamet.

FINALES MONDIALES DE KARTING ROTAX MAX CHALLENGE: Les pilotes algériens éliminés en demi-finale

Les deux pilotes algériens Sofiane Salhi (seniors) et Malik Tlemceni (juniors) ont été éliminés vendredi soir dans le dernier carré des finales mondiales de Karting rotax max challenge qui se disputent sur le kartodromo del Algarve à Portimao (Portugal).

Salhi (23 ans) qui a exercé dans la catégorie seniors Max a raté sa demi-finale après un mauvais départ.

"Sofiane a perdu des places dès le départ, alors qu'il ambitionnait de se hisser dans le Top 20 synonyme de qualification.

Il s'est retrouvé dans un groupe de chasse en queue de peloton coincé dans un faux rythme le faisant passer à côté de sa course", a indiqué à l'APS Massi Bouagache, directeur général de sport one.

Il s'agit de sa seconde participation après celle de l'an dernier lors de l'édition 2016 disputée en Italie où il avait atteint aussi les demi-finales.

Son compatriote Tlemceni (15 ans) qui participait pour la première fois à cette compétition mondiale, s'est contenté de la 29^e place.



"Tlemceni a livré une course maîtrisée à l'image de ce qu'il a montré tout au long de ces championnats, ne commettant aucune erreur et partant de la 36^{ème} position sur la grille en terminant à la 29^{ème}", a ajouté la même source. Par ailleurs, Bouagache n'a pas caché sa satisfaction de la participation des pilotes algériens à ce rendez-vous mondial.

"Certes, la non qualification en finale laisse un goût quelque peu amer aux algériens mais elle ne peut pas occulter la très belle prestation globale d'une jeune équipe qui découvre pour la deuxième fois le niveau mondial à l'occasion de ces grandes finales Rotax", s'est réjoui Bouagache.

"Les performances pures étaient au rendez-vous, les progrès sont

perceptibles comparé à l'an dernier et le potentiel est plus que jamais présent.

L'équipe dans son ensemble n'a pas démerité et le travail se poursuit pour développer le sport karting et faire accéder l'Algérie au sommet mondial de cette discipline" a-t-il ajouté.

Quelque 360 pilotes, se sont affrontés pendant une semaine dans différentes catégories, à savoir: Mico Max, Mini Max, Juniors Max, seniors max, DD2 et DD2 master.

Les finales des différentes catégories sont prévues samedi soir.

Rotax Max Challenge est la compétition de Karting la plus répandue dans le monde. Elle s'organise en championnats nationaux dans tous les pays où les moteurs Rotax sont distribués, c'est le cas en Algérie depuis 2011.

COUPE DU MONDE DE BASKET-BALL 2019 (ÉLIMINATOIRES-AFRIQUE) : Le Tchad remplace l'Afrique du Sud dans le groupe A

La sélection nationale masculine du Tchad remplacera son homologue sud-africaine dans les éliminatoires africaines de la Coupe du Monde 2019, a annoncé vendredi le Comité exécutif de la Fédération internationale de basket-ball (FIBA).

Cette annonce fait suite à la décision de la Fédération sud-africaine de retirer son équipe nationale masculine senior de la campagne de qualification pour la compétition phare de la FIBA qui se

déroulera du 31 août au 15 septembre 2019 en Chine.

Le Tchad prend donc la place de l'Afrique du Sud dans le Groupe A des éliminatoires, où il rejoint le Cameroun, la Guinée et la Tunisie, championne d'Afrique en titre.

Le premier tournoi se déroulera du 24 au 26 novembre à Yaoundé (Cameroun).

Les 16 équipes qui se sont qualifiées et qui ont participé à AfroBasket 2017 ont automatiquement

gagné leur place dans les éliminatoires africains de la Coupe du Monde. Le retrait de l'Afrique du Sud a emmené le Bureau régional de la FIBA en Afrique à choisir la meilleure équipe - le Tchad - pour la remplacer.

Le Tchad a raté sa qualification pour l'AfroBasket après avoir perdu 67-64 contre la République centrafricaine (CAF), terminant ainsi deuxième du Groupe J des éliminatoires additionnels à trois équipes.

JUDO / CHAMPIONNATS DU MONDE 2017 «OPEN» : Les Algériens Lili et Temmar précocement éliminés

Mohamed Mehdi Lili et Nadjib Temmar, les deux judokas algériens de plus de 100 kg, engagés dans les championnats du monde «Open» actuellement en cours à Marrakech (Maroc), ont été éliminés hier, dès leur entrée en lice dans cette compétition, respectivement au premier et au second tour.

Lili a été versé dans la Poule «A» et il a été éliminé dès le premier tour face au Marocain Mustapha Abdellaoui.

Pour sa part, Nadjib Temmar a été versé dans la poule «C» et il a eu la chance d'être exempté du premier tour.

Mais il a perdu dès son entrée en lice, au 2^e tour, face au Russe Alexander Mikhaylin.

La compétition, organisée les 11-12 novembre, a



drainé la participation de 58 athlètes (40 messieurs et 18 dames), représentant 28 pays, à savoir: Algérie, Azerbaïdjan, Autriche, Belarus, Belgique, Bosnie Herzégovine, Cameroun, Cuba, République tchèque, France, Géorgie, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Israël, Kirghyzstan, Liban, Mongolie, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Sénégal, Afrique du Sud, Tunisie, Ukraine et le pays organisateur, le Maroc.

Avec un total de sept athlètes engagés (4 messieurs et 3 dames), la Russie enregistre le taux de participation le plus élevé, devant Cuba, la France, la Géorgie et le Maroc, tous avec quatre judokas, alors que le Japon n'en a engagé que trois.

MONDIAL-2018 (QUALIFICATIONS/6E ET DERNIÈRE JOURNÉE) ALGÉRIE-NIGERIA (1-1):

Pas d'effet Madjer, le déclic reporté

La sélection algérienne de football, sous la conduite de Rabah Madjer, a concédé le match nul vendredi soir face au Nigeria (1-1) au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, en clôture des qualifications du Mondial-2018, synonyme d'échec pour le nouveau coach à provoquer le déclic pour sa première sortie officielle avec les Verts.

Après quatre défaites de rang concédées dans ces calamiteuses qualifications, sous la houlette de trois techniciens étrangers (Rajevac, Leekens et Alcaraz), l'équipe nationale, dont l'effectif a été largement remanié en l'absence de cinq joueurs pour blessures, a réussi tout de même à mettre fin à une série noire, unique dans les annales des Verts.

Même si l'arrivée de Rabah Madjer a quelque peu boosté les coéquipiers de Riyad Mahrez, il n'en demeure pas moins qu'un grand travail attend le Ballon d'Or africain 1987 pour permettre à cette équipe de retrouver son identité et surtout son aura sur le plan continental.

Dominiée durant la majeure partie de cette dernière rencontre des éliminatoires par une équipe du Nigeria déjà qualifiée pour le Mondial en Russie, l'Algérie, et en présence de joueurs dont c'était la première apparition à l'image de Nessakh, Chafaï et autre Ab-

dellaoui, n'a pas pesé lourd face aux Super Eagles. Avec son discours qui dégageait parfois un optimisme démesuré, Madjer n'a pas cessé lors de ses dernières sorties devant les médias d'affirmer que le vrai travail allait être entamé après le match amical face à la Centrafrique mardi au stade du 5-juillet d'Alger, refusant de parler de «restructuration» de l'équipe nationale.

Mais au vu du parcours chaotique réalisé par les Verts dans ces qualifications avec un triste bilan de quatre défaites et deux nuls, «il y a péril en la demeure», estiment les observateurs, soulignant la nécessité de redresser vite la barre au risque de revenir en arrière. Pour la première de Madjer, la manière n'a pas été au rendez-vous, même si l'ancien joueur vedette du FC Porto a qualifié d'«acceptable» le rendement général de l'équipe face au Nigeria en l'absence de plusieurs cadors comme Ghoulam et Bentaleb. Le déclic

n'a pas donc été provoqué au moment où tous les amoureux de cette équipe nationale espéraient un sursaut d'orgueil et une victoire d'honneur face à un mondialiste.



2017 : une seule victoire en match officiel !

Avec ce match nul, l'équipe nationale boucle l'année 2017 avec un bilan d'une seule victoire lors des dix rendez-vous officiels disputés depuis janvier dernier et la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon.

Des statistiques reflétant le malaise qui ronge les Verts depuis l'expédition gabonaise sous la houlette de l'ancien sélectionneur belge Georges Leekens, actuellement en charge

de la Hongrie. Lors de la CAN-2017, les coéquipiers du revenant Carl Medjani ont débuté l'année en concédant un match nul face au Zimbabwe (2-2) avant de s'incliner face à la Tunisie (2-1) puis de quitter le tournoi sur un nul contre le Sénégal (2-2). Limogé à l'issue de cette compétition, Leekens a été remplacé trois mois plus tard par l'Espagnol Lucas Alcaraz, qui a mené les Verts à leur unique succès de cette année devant le Togo (1-0), en ouverture des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, avant que le technicien andalou n'essuie trois revers de rang face à la Zambie (3-1, 1-0) et au Cameroun (2-0) en qualifications du Mondial-2018.

Des défaites lourdes de conséquences pour l'ancien coach du FC Grenade (Liga espagnole), poussé vers la porte de sortie pour mauvais résultats.

La Fédération algérienne de football (FAF), qui a fini par revoir sa stratégie en matière de sélectionneur, a fini par revenir à l'option de l'entraîneur local en confiant la barre technique à Rabah Madjer, appelé à faire mieux que ses prédécesseurs et remettre l'équipe sur rails, lui qui dit connaître l'origine de la maladie des Verts. Le peuple attend alors un remède rapide et efficace dans les plus brefs délais.

Brahimi termine meilleur buteur des qualifications avec 2 buts

Le milieu offensif du FC Porto (Div.1 portugaise de football) Yassine Brahimi, a terminé meilleur buteur de l'équipe nationale de football avec 2 buts, en qualifications de la Coupe du monde 2018, bouclées vendredi soir avec un match nul concédé face au Nigeria (1-1) au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine.

Promu capitaine lors de cette ultime rencontre qualificative, Brahimi a remis les pendules à l'heure en transformant un penalty à la 87e minute.

Il s'agit du deuxième but inscrit par Brahimi, auteur déjà d'un premier but lors de la défaite concédée à Lusaka face à la Zambie (3-1) dans le cadre de la 3e journée.

Les deux autres réalisations de l'Algérie dans ces qualifications ont été l'œuvre de Hilal Soudani face au Cameroun (1-1) et Nabil Bentaleb devant le Nigeria (3-1).

Le compartiment offensif des Verts a montré toutes ses limites en inscrivant quatre buts lors des six matchs des qualifications au moment où l'actuel meilleur buteur des Verts Islam Slimani (25 buts) est resté muet.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'équipe nationale s'est relativement bien comportée sur le plan offensif lors de la CAN-2017 en signant 5 buts en trois matchs.

Le nouveau coach du Club Algérie Rabah Madjer est appelé à redonner à l'attaque algérienne sa vivacité et son efficacité en présence notamment de Slimani et Soudani, qui totalisent à eux seuls 47 buts.

L'Algérie domine le Nigeria, mais ne gagne pas

La sélection algérienne de football, dominatrice mais peu efficace, s'est contentée d'un nul (1-1) contre le Nigeria, en match disputé vendredi soir au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine pour le compte de la sixième et dernière journée des qualifications à la coupe du monde de 2018, zone Afrique, groupe «B». Un énième échec pour les Verts dans ce «groupe de la mort», dans lequel ils n'ont remporté aucun succès en six matchs, affichant un décevant bilan de quatre défaites et deux nuls. Les Algériens ont eu cependant le mérite de réussir un bon match sur le plan technico-tactique, tout en faisant preuve d'une très grande combativité sur le terrain. Ce qui leur a d'ailleurs permis de revenir en toute fin de match. Malgré une assez nette domination des Verts, ce sont en effet les Nigériens qui ont réussi à ouvrir le score par John Ogu, d'un joli tir du gauche à la 62e minute, qui n'avait laissé aucune chance au gardien du MC Alger, Faouzi Chaouchi.

Mais déterminés à achever cette phase des éliminatoires sur une bonne note, les poulains du nouveau sélectionneur national Rabah Madjer n'ont rien lâché et ont réussi à égaliser à la 87e minute par leur capitaine Yacine Brahimi, qui avait transformé un penalty qu'il avait lui-même obtenu (1-1). Une égalisation qui récompense un peu les gros efforts fournis par les Algériens dans ce match de prestige contre les Super Eagles, particulièrement en première mi-temps où ils avaient nettement dominé leur adversaire. Bien que déjà éliminés de la course à la phase finale de la coupe du monde de 2018, les Verts ont en effet abordé le match avec sérieux, en se montrant omniprésents dans les duels, tout en exerçant un pressing haut, jusque devant le gardien Ezenwa. La première occasion algérienne est intervenue à la onzième minute, suite à une balle mal renvoyée par la défense des Super Eagles et qui a profité à Carl Medjani, ayant décoché un tir puissant des 25 mètres, qui est passé légèrement à côté. La réaction des Nigériens est intervenue trois minutes plus tard, par l'intermédiaire de Nwakaeme, qui a failli surprendre Chaouchi d'un tir lointain, après une contre-attaque rapide sur le côté gauche. Les Verts sont cependant restés maîtres du jeu, et ont sérieusement bousculé l'adver-

saire, particulièrement entre la 20' et 30' minute, mais sans avoir la réussite escomptée au moment d'effectuer le dernier geste. Les camarades de Carl Medjani ont alors décidé de prendre un peu plus de risques, avec l'espoir de trouver le chemin des filets avant la fin de la première mi-temps, mais ce choix a failli leur coûter cher, car ils ont laissé des espaces derrière, qui ont été bien exploités par les Nigériens. La dernière occasion qui mérite d'être signalée en première mi-temps était d'ailleurs nigériane et c'est encore une fois Nwakaeme qui a failli surprendre Chaouchi d'une belle reprise de volée à la 43'. Après la pause, les Algériens sont revenus plus déterminés encore, mais leur prise de risques leur a coûté cher, puisque, les espaces qu'ils ont laissé derrière ont permis l'adversaire de placer quelques belles contre-attaques, dont une qui a fait mouche.

C'était à la 62e minute, suite à une balle mal renvoyée par la défense algérienne et ayant permis à John Ogu de trouver la pleine lucarne, d'un tir des 25 mètres. Chaouchi était légèrement avancé et bien que parti du bon côté, il a été un peu court pour repousser le ballon (1-0). Les poulains du coach Rabah Madjer étaient visiblement déçus d'encaisser ce but contre le cours du jeu, mais loin d'être complètement abattus, ils ont continué à attaquer, et leurs efforts ont fini par être récompensés par une égalisation signée Yacine Brahimi, sur penalty à la 87e minute. Parti dans ses dribbles sur l'aile gauche, le meneur de jeu du FC Porto (Portugal) s'était fait bousculer à l'entrée des 18 mètres et l'arbitre gabonais Eric Arnaud Ootogo Castane n'a pas hésité un seul instant, en désignant directement le point de penalty. C'est finalement Brahimi qui a décidé de se faire justice lui-même (1-1).

Malgré le nul, la sélection algérienne a réussi un bon match dans l'ensemble, ce qui devrait redonner une certaine confiance aux joueurs, ainsi qu'à leur entraîneur. L'autre match de ce groupe, Zambie - Cameroun, se jouera samedi (15h00) et sera également sans enjeu, car à l'instar de l'Algérie, ces deux nations sont éliminées de la course au Mondial-2018. C'est en effet le Nigéria, leader du groupe «B» avec 14 points, qui est qualifié.

APS

Le point du groupe B

Le point du groupe «B» des qualifications au Mondial-2018 (Zone Afrique), à l'issue du match Algérie - Nigeria (1-1), disputé vendredi soir au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, pour le compte de la 6e et dernière journée :

Vendredi, 10 novembre :

Algérie - Nigeria 1-1

Samedi, 11 novembre :

Zambie - Cameroun (15h00)

Classement :	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc	Diff
1- Nigeria	14	6	4	2	0	12	4	+8
Qualifié au Mondial-2018								

2- Zambie	7	5	2	1	2	6	5	+1
3- Cameroun	6	5	1	3	1	5	7	-2
4- Algérie	2	6	0	2	4	4	11	-7

Déjà joués:

1re journée : Zambie-Nigeria (1-2), Algérie-Cameroun (1-1)

2e journée : Cameroun-Zambie (1-1), Nigeria-Algérie (3-1)

3e journée : Zambie-Algérie (3-1), Nigeria-Cameroun (4-0)

4e journée : Cameroun-Nigeria (1-1), Algérie-Zambie (0-1)

5e journée : Cameroun-Algérie (2-0), Nigeria-Zambie (1-0).

DÉCLARATIONS

Rabah Madjer (sélectionneur national): «En dépit des nombreuses absences, je pense que les joueurs ont répondu présents en affichant une grande volonté sur le terrain qui leur a longtemps manqué. Je suis fier d'eux, leur rendement a été acceptable face à une excellente équipe du Nigeria. Les joueurs voulaient absolument réagir après les derniers mauvais résultats concédés. Il s'agit d'un bon match nul, même si nous restons un grand travail à faire. Je reste réaliste pour dire que la victoire était difficile à décrocher ce soir. Pour mon retour sur le banc, je l'ai vécu avec une grande émotion. Je remercie le public de Constantine de nous avoir encouragés. Le changement de la Nessakh à la demi-heure du jeu a été purement tactique pour éviter toute mauvaise surprise, même si l'objectif d'un bon élément. J'ai pris beaucoup de risque en alignant une équipe inédite, faisant confiance à des joueurs tels qu'Abdellaoui et Chafai, qui n'ont pas démerité. Au vu de ce que j'ai vu face au Nigeria, je reste très confiant pour l'avenir de cette équipe nationale qui a démontré des choses positives ce soir».

Yacine Brahimi (capitaine/Algérie): «Nous sommes très tristes d'avoir raté la qualification pour la coupe du monde. Nous avons accompli un parcours décevant, en jouant des matchs lors desquels nous sommes passés complètement à côté de notre sujet. Maintenant, nous devons penser au futur. Ça n'a pas été notre meilleur match, nous avons joué sur une pelouse compliquée à jouer. Lors de cette rencontre face au Nigeria, nous avons démontré une grande combativité. Comme l'a si bien dit le coach, il nous reste beaucoup de travail à faire. Le groupe vit très bien en dehors du terrain, je pense qu'on est désormais plus solidaires».

Gernot Rohr (sélectionneur/Nigeria): «Je suis très satisfait de ce match nul qui nous permet de boucler les qualifications sans la moindre défaite. Les nombreuses absences m'ont poussé à faire tourner mon équipe, ça n'a pas été simple. L'Algérie s'est bien comportée ce soir, je pense que les joueurs se sont libérés avec l'arrivée de Madjer. J'ai salué le retour de Medjani qui a apporté beaucoup d'équilibre au milieu de terrain. Maintenant, nous allons penser au match amical face à l'Argentine le 14 novembre en Russie, un rendez-vous qui verra le retour du capitaine John Obi Mikel que j'ai préféré le ménager face à l'Algérie».

Leon Balogun (capitaine du Nigeria): «L'Algérie possède d'excellentes individualités à l'image de Mahrez et Brahimi, mais collectivement nous étions supérieurs. Notre objectif était de terminer leader sans défaite, ce qui est chose faite. Je pense que l'équipe algérienne manque de solidarité collective qui faisait sa force notamment lors de la Coupe du monde 2014 au Brésil».

APS

SÉLECTION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL : Rabah Madjer : " Mon rôle est de redonner confiance aux joueurs "

Le sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie de football, Rabah Madjer, a affirmé hier dans un entretien à *France-Football* que son rôle au sein des Verts est de redonner confiance aux joueurs, estimant que la situation de l'équipe est un mal qui doit nous faire du bien pour l'avenir.

"Mon rôle va être de leur redonner confiance, parce que je suis persuadé que ce sont des bons garçons. Il faut une communication de proximité pour essayer de relancer la machine, a-t-il dit, indiquant que les joueurs ont reçu énormément de coups à la tête avec des multiples changements d'entraîneurs".

"Il n'y avait plus aucune cohérence. J'estime que c'est un mal qui doit nous faire du bien pour l'avenir. Nous avons de très bons joueurs, il faut reconstruire l'équipe nationale sur des bases très solides", a ajouté l'homme à la célèbre talonnette, qualifiant l'élimination de l'Algérie du Mondial 2018 d'accident de parcours.

Pour lui, malgré les talents individuels, l'Algérie a failli par un manque d'esprit collectif, soutenant qu'il n'y

avait plus de bloc et de solidarité lors des derniers matchs.

Comptant sur le respect entre lui et les joueurs, Rabah Madjer regrette par ailleurs que les joueurs du championnat local aient été marginalisés. "Oui, le respect c'est la clé.

C'est aussi vrai pour les joueurs du Championnat local qui ont été longtemps marginalisés. On doit les respecter aussi, a-t-il soutenu, déplorant dans la foulée une campagne de déstabilisation contre lui.

Même s'il se présente comme le défenseur du joueur local, le sélectionneur



algérien avoue qu'il n'est pas là pour faire la révolution et tout changer. "Ce serait une énorme bêtise. Maintenant, je gère une équipe nationale, je ne peux pas créer des catégories, c'est un ensemble unique et indivisible, a-t-il expliqué, annonçant que pour redonner un inté-

rêt aux joueurs du cru, il organisera un stage de préparation avec les joueurs du Championnat d'Algérie.

"Cela nous permettra de les faire travailler tactiquement, pour se remettre au niveau par rapport à une formation en partie défaillante, a-t-il précisé.

LIGUE 1 MOBILIS (6E JOURNÉE-MATCH RETARD) MC Alger- USM Alger le 21 novembre à 17h00 (LFP)

Le match MC Alger - USM Alger comptant pour la mise à jour de la sixième journée de Ligue 1 Mobilis de football se déroulera le mardi 21 novembre à 17h00 au stade 5 juillet (Alger), a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) vendredi. Cette rencontre reportée une première fois en raison de la participation des deux équipes

aux quarts de finale de la Ligue des championnat d'Afrique et de la Coupe de la Confédération, a été ensuite renvoyée à plusieurs reprises en raison de la fermeture du stade 5 juillet (Alger) pour refaire sa pelouse en mauvais état. Outre son match contre le MC Alger qui constitue le grand derby de la capitale, l'USM Alger compte deux au-

tres rencontres en retard contre respectivement l'US Biskra et l'ES Sétif. À la veille de la 11e journée de Ligue 1 Mobilis, le MC Alger occupe la 5e place avec 15 points et l'USM Alger la 11e position (12 pts) mais avec trois matchs en moins dont le premier ce samedi contre le leader le CS Constantine au stade Omar Hamadi (Bologhine).

LIGUE 1 MOBILIS/ NAHD/ L'entraîneur Nabil Neghiz en route vers Ohod (Arabie Saoudite)

Le club saoudien d'Ohod SC (première division de football) a annoncé vendredi sur son compte twitter l'engagement de l'entraîneur algérien du NA Hussein-déy Nabil Neghiz, toujours sous contrat avec les Sang et Or, selon le manager du club Cherif Abdeslam.

«Ohod a engagé l'entraîneur algérien de NAHD Nabil Neghiz qui avait participé à la Coupe arabe des clubs en juillet dernier en Egypte

et détenteur d'un diplôme Fifa» écrit Ohod sur son compte twitter.

L'ancien entraîneur-adjoint de l'ancien sélectionneur national Christian Gourcuff a laissé entendre jeudi soir à l'issue de la victoire du NAHD contre le MC Alger (1-0) en championnat de Ligue 1 qu'il allait quitter le club une fois qu'il résiliera son contrat dimanche prochain.

De son côté, le manager

du club Abdeslam Cherif a déclaré vendredi à l'APS que Neghiz a effectivement émis le vœu de quitter le NAHD après avoir reçu une offre d'un club saoudien.

«J'ai discuté avec Neghiz, il a reçu une offre de l'Arabie Saoudite, mais il est toujours sous contrat avec le NAHD.

Une décision sera prise dimanche.

Il pourrait rester comme il pourrait partir» a-t-il indiqué. En cas de départ de

Neghiz en Arabie Saoudite, c'est son assistant Bilel Dziri qui devrait prendre en main le club, selon la même source. Sous la conduite de Neghiz, le NAHD a remporté deux victoires en 11 matchs et occupe la 8e place avec 13 points.

Le club saoudien d'Ohod avait engagé lors de l'intersaison le gardien international algérien Doukha Ez-zedine en provenance du NA Hussein-déy.

CHAMPIONNAT INTER-RÉGIONS (GR. CENTRE-ouest-7E J) : Victoire du MCB Oued Sly devant l'ARB Ghris (3-1)

Le MCB Oued Sly s'est imposé devant l'ARB Ghris sur le score de 3 à 1, en match comptant pour la 7e journée du Championnat inter-régions de football, groupe Centre-Ouest, disputé vendredi. Les autres matchs de la 7e journée étaient prévus hier.

Vendredi :
MCB Oued Sly - ARB Ghris 3-1

CHAMPIONNAT AMATEUR (GR. CENTRE-8E J) : Victoire de l'US Béni Douala devant le WA Boufarik (1-0)

L'US Béni Douala s'est imposée à domicile devant le WA Boufarik sur le score de 1 à 0, en match comptant pour la 8e journée du Championnat national amateur de football, groupe Centre, disputé vendredi.

À la faveur de ce succès, l'US Béni Douala avec 14 points revient provisoirement à un point du leader l'ES Ben Aknoun, alors que le WA Boufarik occupe la 8e place du classement avec 10 points. Les autres matchs de la 8e journée étaient prévus hier.

Vendredi :
US Béni Douala - WA Boufarik 1-0

BOATENG PAS TENDRE AVEC ANCELOTTI

"En tant que joueur, vous pouvez déjà dire si vous êtes à 100% ou non. C'était très étrange, nous nous sommes assis dans la salle de réunion et cinq d'entre nous ont su une heure et demie avant le match que nous ne jouerions pas, soudainement et sans aucune explication, a confié l'Allemand pour le média SZ. Les joueurs en question ont été choqués." Les cinq joueurs qui ont eu la peau du Transalpin ? Boateng, Mats Hummels, Arjen Robben, Franck Ribéry et Thomas Müller.



EVRA QUITTE L'OM

Cela semblait être une évidence, c'est désormais officiel, Patrice Evra n'est plus un joueur de l'OM. Suite au coup de pied qu'il a asséné à un pseudo-supporter, le club a décidé de se séparer de l'arrière latéral gauche. « D'un commun accord, l'Olympique de Marseille et Patrice Evra ont décidé de mettre fin à leur collaboration. Le contrat du joueur est officiellement résilié avec effet immédiat. (...) Le 2 novembre dernier à

SUAREZ DONNE SON AVIS SUR COUTINHO

Arrivé en 2014 au Barça, Luis Suarez a auparavant fait le bonheur de Liverpool, pendant trois saisons. Pour son dernier exercice en Premier League, l'Uruguayen a côtoyé un autre talent sud-américain, Philippe Coutinho. Le club catalan a cependant échoué à attirer le Brésilien cet été, mais une nouvelle charge serait à prévoir pour l'hiver. Interrogé sur son ex-coéquipier, Suarez a répondu. « Évidemment qu'il aurait dû signer au Barça. C'est un joueur qui a de l'ambition et tout joueur au monde veut jouer au Barça. » affirme l'attaquant à Mundo Deportivo. « Je le connais en tant que personne et en tant que joueur car j'ai joué avec lui, mais chaque personne connaissant Coutinho peut témoigner. C'est un footballeur, qui aujourd'hui, joue à un très haut niveau. » En début de saison, Coutinho a loupé bon nombre de matchs avec les Reds, le temps que le mercato ferme ses portes, comme le rappelle Suarez. « Il a traversé une période difficile et très compliquée mais en tant que professionnel il continue à montrer à quel point il est un bon joueur et une personne de qualité. Même en ayant tenté de quitter Liverpool, il continue d'aider l'équipe et à travailler. Il démontre qu'il est un professionnel avec l'ambition de passer à l'étape supérieure. »

S'il avait encore des doutes, sa possible arrivée au Barça devrait bien se passer pour Philippe Coutinho.



Guimarães, il a commis l'irréparable en répondant à des provocations indignes d'une poignée d'individus. Toutefois, rien, dans le fond et surtout dans la forme, ne justifiait un tel dérapage, surtout de la part d'un joueur cadre aussi expérimenté dont l'attitude sur le terrain et en dehors doit inspirer les plus jeunes. Dans un tel contexte, les conditions n'étaient plus réunies pour que Patrice Evra puisse accomplir sa mission sereinement et surtout efficacement. Les deux parties en ont convenu et décidé de cesser leur collaboration d'un commun accord. » peut-on lire sur le site Internet de la formation phocéenne. Evra a également été suspendu de toute participation à des compétitions européennes par l'UEFA. S'il veut continuer sa carrière, le tricolore pourra tout de même rebondir en Ligue 1 ou dans un championnat étranger.

LE NAPOLI VEUT KOVACIC

D'après les sources du Corriere dello Sport, Mateo Kovacic (23 ans) plait particulièrement aux recruteurs du SSC Naples. L'international croate pourrait être l'objet d'une proposition du club italien, lors des prochains mercatos. Il est néanmoins peu probable que les dirigeants napolitains acceptent de mettre les 50 millions d'euros correspondant au montant de sa clause libératoire. Pour rappel, Kovacic n'a disputé que 2 rencontres de Liga, depuis le début de la saison.

Bale coûte au Real 1M€ par match !

Qui aurait pu imaginer en 2013, quand le Gallois a débarqué à Madrid, qu'il manquera autant de rencontres à causes de ses pépins physiques ? Recruté pour 100M€ à l'époque, Gareth vit depuis un véritable calvaire. Celui qui était annoncé comme le successeur naturel de Cristiano n'a joué que 55% des minutes possibles, à peine 159 matchs, explique AS

Et pour le Real, déteindre le Gallois dans ses rangs commence à sérieusement revenir cher. Car au prix du transfert, il faut ajouter le salaire du joueur, équivalant à 68M€ depuis son arrivée. Un total de 168M€ donc, pour seulement 159 matchs disputés. Le calcul est on ne peut plus simple : Bale coûte au Real Madrid un peu plus d'1M€ par match joué. Le média AS est même allé plus loin dans ses déductions qui ne font pas du Gallois une bonne affaire, allant jusqu'à relever le prix de la minute jouée, environ 12.000€.



Hazard éteint les rumeurs

Hier, nous relayions les propos d'Eden Hazard qui déclarait son envie d'évoluer sous les ordres de Zinedine Zidane du côté du Real Madrid. Au cours d'une interview accordée à DH il est revenu sur ses dires pour tenter de les expliquer plus en détails. "On m'a juste demandé si je voulais jouer pour ce coach (Zidane) et j'ai répondu : "Oui, un jour". Mais je suis bien à Chelsea et j'ai encore beaucoup de choses à réaliser là-bas." a déclaré l'international belge.

Des propos qui permettront d'éteindre les rumeurs à propos d'un départ ? Pas si sûr.



Dimanche 12 novembre 2017 / 22 Safar 1439 - N° 1757 - Cinquième année

Le Sénat français approuve la nouvelle convention algéro-française d'entraide judiciaire

Le Sénat français a approuvé sans modification, en première lecture, le projet de convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre l'Algérie et la France, a-t-on appris hier du Sénat. Le projet adopté jeudi dernier par les sénateurs a été notifié hier dans le bulletin intérieur de la seconde chambre parlementaire française. Votée par l'Assemblée française en août dernier, la convention, signée à Paris le 5 octobre 2016 par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, et son homologue français de l'époque Jean-Jacques Urvoas, remplace de fait l'Accord du 28 août 1962 dans son volet relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale. Négociée dans le respect de la souveraineté des deux Etats et en tenant compte des spécificités de leurs systèmes juridiques et judiciaires respectifs, la convention permettra aux deux pays de relever les défis des nouvelles formes de criminalité. Le rapport de la commission, présenté par la députée Sira Sylia (La République en Marche), a souligné que «les relations entre la France et l'Algérie sont marquées depuis 2012 par une dynamique inédite», qualifiant la nouvelle convention de «véritable avancée». «Les relations entre la France et l'Algérie sont marquées depuis 2012 par une dynamique inédite. Notre coopération culturelle, scientifique et technique connaît elle aussi un renouveau et les relations économiques et commerciales ont progressé de manière rapide depuis 1999», a précisé le rapport rédigé au nom de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée française. «L'Algérie a envoyé des signaux positifs depuis l'élection du nouveau président de la République et nourrit beaucoup d'attentes envers le nouveau gouvernement français», a relevé le rapport affirmant que l'Algérie est un partenaire «incontournable», dans beaucoup de dossiers, au premier rang desquels figurent la crise libyenne et la sécurité au Sahel. Selon le rapport, le nouveau texte se conçoit aussi comme «un acte de confiance dans la capacité des institutions judiciaires de nos deux pays à coopérer en bonne intelligence, au service d'une meilleure administration de la justice», mentionnant que la coopération judiciaire pénale internationale avec l'Algérie est l'une des «plus denses» entretenue avec les 53 pays du continent africain.

Dans le cadre des relations bilatérales, en matière d'entraide judiciaire, 477 demandes d'entraide ont été adressées aux autorités algériennes et 123 de ces demandes (dont 86 dénonciations officielles) sont toujours en cours, depuis 2010. La convention prévoit, entre autres, le renforcement des capacités communes des deux pays pour lutter contre les opérations de blanchiment d'argent, notamment en ce qui concerne l'échange d'informations bancaires. Il sera, dans le cadre du nouveau texte, possible de réaliser des auditions de témoins, d'experts ou de parties civiles par vidéoconférence.

42^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE L'ANGOLA Le Président Bouteflika félicite le Président Joao Manuel Gonçalves Lourenço

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations à son homologue angolais, Joao Manuel Gonçalves Lourenço, à l'occasion du 42^e anniversaire de l'indépendance de son pays, dans lequel il lui a réitéré sa «ferme volonté» de continuer à œuvrer au renforcement et à la diversification de la coopération bilatérale.

«La célébration par la République d'Angola du 42^e anniversaire de l'indépendance nationale m'offre l'agréable occasion de vous présenter, au nom du peuple algérien, de son gouvernement et en mon nom personnel nos félicitations les plus chaleureuses auxquelles je joins mes meilleurs vœux de bien-être et de santé pour vous-même, de progrès et de prospérité au peuple angolais frère», a écrit le Président Bouteflika dans son message.

«Je tiens à vous féliciter des acquis remarquables réalisés par le peuple angolais frère sur la voie de la réconciliation et de l'édification nationale qui permettront, j'en suis persuadé, à l'Angola de connaître, sous votre conduite éclairée, da-



vantage de progrès, de prospérité et de développement», a-t-il souligné.

«Je voudrais, également, saisir cette heureuse opportunité pour relever avec satisfaction la qualité des relations d'amitié, de solidarité et de coopération qui unissent

l'Algérie et l'Angola et réitérer ma ferme volonté de continuer à œuvrer, avec vous, au renforcement et à la diversification de notre coopération bilatérale dans l'intérêt mutuel de nos deux peuples frères», a ajouté le président de la République. «Je

voudrais aussi vous assurer de mon entière disponibilité à poursuivre, avec vous, la tradition de dialogue et de concertation qui unit nos deux pays au service de la paix et des objectifs et valeurs de l'Union africaine», a conclu le chef de l'Etat dans son message.

ALGÉRIE - ONU

Conseil de sécurité : l'Algérie appelle à «une réforme exhaustive» qui accorde 2 sièges permanents à l'Afrique

L'Algérie a souligné à New York la nécessité d'entreprendre «une réforme exhaustive» du Conseil de sécurité qui corrige l'injustice faite à l'Afrique, soutenant l'accession du continent à deux sièges permanents.

S'exprimant lors de la première réunion du groupe de travail en charge des négociations intergouvernementales sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité, le représentant permanent adjoint, l'ambassadeur Mohammed Bessedik, a prononcé une déclaration au nom de la délégation algérienne dans laquelle il a mis en exergue l'importance d'une réforme exhaustive de ce principal organe de l'ONU.

L'ambassadeur a expliqué que cette réforme doit porter sur les questions essentielles liées aux cinq chapitres que sont les catégories de membres, la représentation géographique, la taille du Conseil de sécurité élargi et ses méthodes de travail, la relation entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, et la question du droit de veto.

A ce titre, il a mis en relief l'importance de l'interdépendance entre ces chapitres en lançant un appel pour que soit corrigée l'injustice faite au continent africain.

M. Bessedik a exprimé, à ce propos, l'appui de l'Algérie à la déclaration faite par le représentant permanent du Sierra Leone, en sa qualité de coordonnateur du Comité des dix Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine sur la réforme du Conseil de sécurité (C.10).

Il a rappelé, à cet égard, l'importance du Consensus d'Ezulwini dans le cadre duquel les chefs d'Etat et de gouverne-



ment africains réclament deux sièges en tant que membres permanents et deux sièges additionnels en tant que membres non-permanents.

«Il est inacceptable que l'Afrique soit le seul continent à ne pas être représenté dans la catégorie des membres permanents» a-t-il réclamer.

Et de souligner, par la même occasion, qu'une représentation géographique équitable avec une expansion dans les deux catégories des membres du Conseil de Sécurité permettra de rehausser la légitimité du Conseil à la fois tant au sein des Etats membres qu'au sein de l'opinion publique internationale.

«L'Algérie croit en un Conseil de sécurité plus représentatif, plus démocratique et plus transparent qui sera plus efficace», a ajouté l'ambassadeur, en recommandant de voir le déroulement des négociations disponibles sur le webcast des Nations Unies, confortant ainsi la trans-

parence de ses travaux. M. Bessedik a regretté que le document issu de la précédente session des négociations intergouvernementales n'ait pas reflété la position africaine commune qui a pourtant rallié une large acceptation politique lors de la précédente session.

Quant à la sélection des représentants, il a, de nouveau, lancé un appel pour «cesser d'instrumentaliser cette question» en précisant que cette décision est du seul ressort de l'Union africaine qui dispose de ses propres mécanismes en matière de sélection des candidats pour les postes à pourvoir au sein des organisations multilatérales, y compris au sein du système des Nations Unies.

Evoquant les méthodes de travail du Conseil de sécurité, la délégation algérienne a estimé qu'elles devraient être améliorées. Concernant la relation entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, la délégation a réaffirmé l'impor-

tance d'une coopération étroite entre ces deux organes, en mettant en garde contre l'empiétement du Conseil de sécurité sur le mandat de l'Assemblée générale dans un souci de garantir l'équilibre et l'efficacité nécessaires dans l'action des Nations unies.

En conclusion, la délégation algérienne a réitéré son soutien au président de l'Assemblée générale, aux deux co-présidents ainsi qu'aux autres groupes et Etats membres dans le but de faire progresser le processus de négociations dans le cadre du Groupe intergouvernemental en charge des négociations.

Tout en accueillant favorablement la nomination des deux nouveaux co-présidents des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de Sécurité, M. Kaha Imnadze et de Mme Lana Nussibeh, respectivement représentant permanent de la Géorgie et représentante permanente des Emirats Arabes Unies, la délégation algérienne a réaffirmé la nécessité de voir le processus de réforme mené dans le strict respect des principes de la Charte des Nations Unies, conformément à la décision 62/557 de l'Assemblée générale.

La délégation algérienne a, par ailleurs, souligné que le document-cadre, qui reflète l'ensemble des positions exprimées aussi bien par les différents groupes d'Etats membres ou par les Etats membres à titre national, circulé par le président de l'Assemblée générale des Nations unies en juillet 2015, demeure le document de référence dans le cadre de la poursuite des négociations.